



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2493  
13 mai 2016  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# LUTTE

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# OUVRIÈRE

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## La loi travail imposée

# Ce que le pouvoir fait, la rue peut le défaire!



**14, 15, 16 mai  
La Fête de  
Lutte ouvrière**



# Contre la loi El Khomry et la politique antiouvrière du gouvernement

Valls, craignant de ne pas avoir de majorité pour faire passer la loi El Khomry, a annoncé qu'il usera de l'article 49.3. Comme il l'a déjà fait pour la loi Macron, cela permettra à cette loi d'être adoptée sans vote du Parlement. Le gouvernement veut ainsi faire vite et passer en force.

L'écrasante majorité du monde du travail est hostile à cette loi. Depuis plus de deux mois, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève et manifesté pour la dénoncer. Les jeunes, les salariés des petites comme des grandes entreprises, les salariés du public comme du privé l'ont dit et redit : ils ne veulent pas de cette démolition du code du travail.

Le débat parlementaire de toutes façons, n'aurait été qu'un faux-semblant. Mais le gouvernement s'est plaint des 5 000 amendements déposés. Il a dénoncé une obstruction des députés et il a le pouvoir d'imposer ce qu'il veut, y compris à la quarantaine de députés socialistes récalcitrants. Il ne s'agit pas d'arguments et de conviction, mais de pressions de l'appareil du PS et de chantage à l'investiture pour la députation de 2017, de façon à les dissuader de voter une motion de censure qui ferait tomber le gouvernement. La loi sera alors automatiquement adoptée.

Elle est belle, leur démocratie ! On nous dit que le peuple a le pouvoir et qu'il l'exerce en élisant le président de la République et les députés. On voit ce qu'il en est avec des députés qui sont pieds et poings liés au système. On voit ce qu'il en est, avec Hollande qui a mené une politique contraire de celle promise.

Et les mêmes s'apprêtent à nous faire un cinéma identique en 2017 !

Faut-il rappeler que Hollande avait fait du « dialogue social » sa marque de fabrique ? Eh bien voilà sa conception du dialogue social : passer en force, imposer une loi honnie par la grande majorité des travailleurs qui sont les premiers concernés.

On a là un avant-goût du dialogue social que cette loi est censée instaurer. Cette loi donnera la possibilité au patronat, sous couvert d'accords d'entreprise, d'allonger le temps de travail, de réglementer l'organisation des temps de repos ou de baisser la majoration des heures supplémentaires.

Et le patronat n'aura pas besoin de vote, ni même de 49.3 : il lui suffira d'exercer son chantage à l'emploi et à la compétitivité. Il lui suffira d'exercer tout simplement le pouvoir qu'il a déjà sur les travailleurs.

Le patron du Medef continue à se plaindre que la première mouture de la loi le comblait davantage. Comme un enfant gâté, il pleurniche parce qu'il n'en a jamais assez. Il use de tous les moyens à sa disposition pour que le gouvernement obtempère à ses ordres.

Hollande et ses ministres nous répètent que « ça va mieux ». Mais ça va mieux pour qui ? La minorité capitaliste n'a jamais été à plaindre. Et si cela va encore mieux pour les marchands de canon et ces PDG qui se payent des rémunérations équivalentes à 200, 300 smic, cela empire pour le monde du travail.

Il faut que face au patronat les travailleurs fassent preuve de la même ténacité et qu'ils usent du seul moyen de pression qu'ils ont : la mobilisation collective. Les quelques reculs que le patronat déplore, par exemple sur le plafonnement des indemnités prud'homales ou sur les conditions de travail des apprentis, ont été obtenus grâce aux mobilisations.

Depuis le 9 mars, des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes et de moins jeunes ont exprimé leur colère et montré leur volonté de se battre contre cette loi au travers de manifestations, de rassemblements, de débrayages, de grèves qui ont touché tout le pays. Le 12 mai, le 17 mai, le 19 mai, de nouvelles manifestations sont prévues. Il faut y participer massivement afin de répondre à la provocation que constitue le passage en force du gouvernement, et le seul langage que comprend le pouvoir, c'est le rapport de force.

Les travailleurs ont toutes les raisons de refuser que le gouvernement leur impose des reculs et des sacrifices supplémentaires. La colère du monde ouvrier s'accumule depuis quatre ans. Il est plus que temps de l'exprimer. La loi El Khomry est la loi des patrons. Même adoptée, avec ou sans article 49.3, elle peut être défaite par les manifestations, par les grèves, par la mobilisation des travailleurs dans les entreprises et dans la rue.

Le 11 mai 2016

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		<b>LA FÊTE</b>	
Loi travail : les patrons veulent tout et plus que tout	3	Violence policière	5
Article 49.3 : le gouvernement ne fait pas le détail	3	Mémorial de Falaise : les victimes oubliées de la guerre mondiale	6
Élection partielle de Strasbourg : faire entendre la voix des travailleurs	3	Rwanda : à quand le jugement de l'impérialisme français ?	6
Cercle Léon Trotsky : l'impasse du souverainisme	3	Banques : ce n'est pas la crise pour les dirigeants	12
Égalité des droits : réservée aux discours	4	Areva : des décennies de mensonges	12
Mémoire de l'esclavage : une seule réparation la révolution	4	Caisse d'allocations familiales	12
Migrants : les occupants du lycée Jean-Jaurès expulsés	4	Centres des impôts	12
Nos lecteurs écrivent : pour le droit au séjour des femmes migrantes	4	Salaire des patrons : avec ou sans loi, toujours la hausse !	13
État d'urgence : une prolongation de plus	5	Saint-Denis : six mois après l'assaut, les victimes ne sont pas toutes relogées	13
Primaire à droite : lutte des places	5	Chèque énergie	13
Affaire Baupin : le sexisme bien ancré des politiques	5	Paris 20 <sup>e</sup> : école en danger	13
		Le 28 mai, manifestation au mur des Fédérés	16
		<b>DANS LE MONDE</b>	
		Venezuela : le président chaviste menacé de destitution	11
		États-Unis : Flint : pollution de l'eau et mensonges politiques	11
		Grèce : austérité sans fin	16
		Canada : incendies en pleine jungle pétrolière	16
		<b>ENTREPRISES</b>	
		SNCF : plutôt que des grèves « carrées »... carrément la grève !	14
		NTN-Allonnes : une victoire des travailleurs	14
		BHV-Paris : travail du dimanche imposé	14
		La Rochelle : il y a 100 ans, la catastrophe de l'usine Vaudier	14
		Bosch-Rexroth-Vénissieux (Rhône)	15
		Hôpital Saint-Antoine-Paris	15

## Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

# Loi travail : les patrons veulent tout, et plus que tout

Pierre Gattaz, président du Medef, s'acharne à affirmer que la loi travail est déjà vidée de tout ce dont le patronat avait besoin.

« On n'y comprend plus rien », « c'est une loi pour rien », déclare-t-il. C'est pourtant le même Gattaz qui a souligné que cette loi introduisait une « vraie inversion de la hiérarchie des normes ». Cela signifie que ce ne sera pas une règle générale valable pour tous les salariés à l'échelle du pays qui s'imposera dans une entreprise, mais l'accord imposé localement par le patron. Par exemple, même si officiellement la durée légale du travail restera de 35 heures par semaine, à l'échelle d'une entreprise le patron pourra tout à fait légalement, sans avoir à demander la moindre dérogation, imposer 48 heures de travail par semaine. Et il pourra aller jusqu'à 60 heures, en demandant une dérogation.

Dans cette loi, tout va dans le sens des patrons. Mais Gattaz, en bon représentant de leurs intérêts,



Nantes, le 9 avril

tient à maintenir la pression sur le gouvernement et sur la société. Il a ainsi dénoncé le fait que le gouvernement a retiré le plafonnement des indemnités prud'homales et il a hurlé à la simple évocation d'une vague taxation des CDD, menaçant de quitter les négociations sur l'assurance-chômage si tout cela ne partait pas à la poubelle. Mais il faut croire que, pour le Medef, tout ce qu'il y a dans la loi actuellement est suffisamment bon à prendre, car il n'a même pas fait semblant de claquer la porte de ces négociations-là.

Cette mise en scène montre en tout cas que, aussi bien servi que sera le patronat avec la loi travail, il ne sera pas rassasié pour autant. S'il peut choisir de ne pas en réclamer plus cette fois-ci, il reviendra

à la charge sans plus attendre une fois la loi votée. Lors d'une interview récente, Gattaz a d'ailleurs dit qu'il souhaitait la fin de la taxation des CDD et des CDI, en précisant : « Si on ne fait pas cette réforme maintenant, il faudra la faire dans six mois, dans un an, dans deux ans. »

Le patronat est à l'offensive et il sait très bien que le gouvernement lui est soumis : il lui a d'ailleurs pratiquement dicté la loi travail. Ni le gouvernement bien sûr ni même l'Assemblée et ses députés frondeurs ne feront barrage à ses volontés. Les seuls qui pourraient le faire sont les travailleurs, s'ils se mobilisent et font usage de toute la force qu'ils représentent dans la société.

Pierre Royan

## Article 49.3 : le gouvernement ne fait pas le détail

Après avoir essayé de faire pression sur les députés socialistes pour obtenir une majorité et faire passer la loi travail, mardi 10 mai le Conseil des ministres a autorisé Manuel Valls à utiliser pour cela l'article 49.3 de la Constitution, pour la quatrième fois, comme il l'avait déjà fait pour la loi Macron.

« Le 49.3 est une brutalité, le 49.3 est un déni de démocratie, le 49.3 est une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire. » Voilà ce qu'avait déclaré un certain François Hollande en 2006 lorsque le gouvernement de l'époque faisait passer le contrat première embauche (CPE) à coups de 49.3. Hollande est un habitué des reniements, on le savait.

Selon la Constitution, le gouvernement peut faire adopter une loi en Conseil des ministres, sans avoir à passer par un vote majoritaire à l'Assemblée. Mais l'article 49.3 précise que cette procédure « engage la responsabilité du gouvernement ». L'Assemblée peut s'y opposer par une motion de censure qui, si elle est votée, annule la loi pour laquelle le 49.3 a été utilisé et oblige le gouvernement à

démissionner.

Manuel Valls cherche donc à mettre au pied du mur les députés du PS, certains écologistes ou encore d'autres du PCF ou du Parti de gauche. Soit ils votent la motion de censure que la droite ne manquera pas de déposer, et ils provoquent la démission du gouvernement, soit ils se soumettent. Jusqu'à présent, aucun gouvernement n'a été renversé de cette façon.

Il est très probable que même les plus frondeurs des députés ou bien voteront contre la motion de censure de la droite, ou bien s'abstiendront... mais après avoir vérifié que leur abstention sera sans danger pour le gouvernement. Car, s'ils veulent se démarquer du gouvernement pour essayer de sauver leur poste de député lors des élections législatives

de 2017, ils ne veulent pas non plus rompre avec le PS, dont ils veulent avoir l'investiture pour ces mêmes élections. Et les intérêts des travailleurs et de tous ceux qui ont manifesté contre la loi travail ne pèsent pas bien lourd dans toutes ces considérations.

Quant au patronat, il se moque bien de toutes ces manœuvres entre le gouvernement et sa majorité. Quelques heures avant ce Conseil des ministres extraordinaire qui a autorisé Valls à utiliser le 49.3, un journaliste a demandé au dirigeant du Medef Pierre Gattaz si, selon lui, le gouvernement devait ou pas utiliser cette procédure pour faire passer la loi. Il a répondu d'un air indifférent : « Je n'ai pas de conseil à donner au gouvernement. [...] Tous les moyens sont bons. C'est au gouvernement de prendre ses décisions. » Le patronat veut que le gouvernement applique la politique qu'il lui a dictée. Les formes pour lui sont secondaires.

P.R.

## Élection de Strasbourg : faire entendre le camp des travailleurs !

Le député PS ayant démissionné, une nouvelle élection législative est organisée le 22 mai dans la première circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg). À cette élection, les candidats de Lutte ouvrière veulent affirmer l'existence du camp des travailleurs, de ses intérêts immédiats comme plus lointains, face à tous les partis qui cautionnent et acceptent la société capitaliste.

Quoi de commun entre le patron de PSA qui gagne 14 500 euros par jour, week-end compris, et les travailleurs de l'entreprise, victimes comme bien d'autres des suppressions d'emplois, des augmentations de cadences et du blocage des salaires ?

Si lui et ses semblables sont grassement payés, c'est parce que les entreprises font d'énormes profits, fabriqués en licenciant des

milliers d'ouvriers et en faisant trimer davantage ceux qui restent au travail.

Les travailleurs, qu'ils soient ouvriers, techniciens, ingénieurs, employés des hôpitaux ou de La Poste, enseignants, mais aussi retraités, chômeurs, petits commerçants ou artisans, ont des intérêts communs à défendre face au patronat.

Tous ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne contribuent à faire fonctionner la société. Ils sont à la base de tout, ils sont indispensables. C'est cette fierté ouvrière que Lutte ouvrière veut affirmer, face au patronat bien sûr, mais aussi face à ce gouvernement Hollande tout dévoué aux intérêts de la grande bourgeoisie.

Le vote Lutte ouvrière sera un vote ouvrier, un vote communiste. Il contribuera à faire entendre le camp des travailleurs !

## Réunion publique à Strasbourg

Mercredi 18 mai à 18 heures

Centre socio-culturel Koenigshoffen-Hohberg  
41, rue Virgile

Avec Salah Keltoumi, candidat de la 1<sup>ère</sup> circonscription du Bas-Rhin, et Nathalie Arthaud

## Cercle Léon-Trotsky

Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme

Vendredi 10 juin à 20 h 30

Aubervilliers  
Docks de Paris Eurosite

Avenue des Magasins-Général, bâtiment 282  
Métro Front-Populaire (ligne 12)  
Participation aux frais : 3 euros

## Égalité des droits : réservée aux discours !

Dans un rapport qu'il vient de publier, le défenseur des droits Jacques Toubon pointe les discriminations dont sont victimes les étrangers. Alors que, dans de nombreux domaines, nationaux et étrangers ont sur le papier les mêmes droits, il n'en va pas de même dans la réalité.

La discrimination intervient quand il s'agit de trouver un travail, ou pour toucher sa retraite. Ainsi, les chibanis, ces retraités immigrés qui ont travaillé en France, doivent prouver qu'ils y ont bien séjourné un certain nombre d'années, ce qu'on ne demande pas aux Français. Le droit à la santé n'est pas respecté quand la Sécurité sociale fait une différence de traitement pour les enfants originaires de certains pays, ce qui peut conduire à un refus de prestations. Certaines mairies multiplient les tracasseries envers un étranger qui souhaite faire venir des membres de sa famille, même pour un court séjour, en demandant de fournir des pièces qui ne sont pas légalement exigées, etc.

La situation est encore pire pour les immigrés sans papiers ou les réfugiés, à qui on demande parfois le titre de séjour pour qu'ils obtiennent l'accès aux soins, et dont la scolarisation des



enfants peut être refusée, alors qu'aucune restriction n'existe dans la loi.

Ce que pointe Toubon n'est certes pas nouveau. Les étrangers, en particulier ceux qui ont le malheur d'être issus de pays pauvres, ont toujours été l'objet de discriminations de la part des autorités françaises. Alors qu'en paroles, leurs dirigeants continuent de se revendiquer de l'égalité entre tous, la réalité des faits vient chaque jour les démentir.

M.L.

## Migrants : les occupants du lycée Jean-Jaurès expulsés

Mercredi 4 mai, les migrants qui occupaient depuis le 21 avril le lycée Jean-Jaurès, désaffecté pour travaux, dans le nord-est de Paris, ont été évacués par la police. Des manifestants qui protestaient ont été gazés et violemment repoussés.

Alors qu'ils réclamaient de pouvoir librement quitter les lieux, les migrants ont été obligés de monter dans des bus, sans qu'on sache précisément où ils ont été conduits. Sur les 277 personnes présentes, 74 ont été conduites vers un centre d'hébergement, les autres « ont été prises en compte afin d'étudier leur situation administrative », selon la Préfecture de police. Ce qui signifie qu'ils se retrouveront de nouveau à la rue après avoir passé quelques nuits dans des hébergements d'urgence...

s'ils n'ont pas été expulsés de France entre-temps.

En outre, une partie de ceux qui sont logés en centres d'accueil se retrouvent envoyés en province faute de place en région parisienne, alors qu'ils ont déposé leur dossier de demande d'asile à Paris. Pour mener leurs démarches, ils sont donc contraints d'y revenir, sans endroit sur place pour loger.

Des milliers de migrants, femmes, hommes et enfants, se retrouvent ainsi à passer d'un campement à un autre, tous aussi insalubres et précaires, dans l'indifférence la plus totale du gouvernement, qui se contente de leur envoyer la police, sans chercher de solution pour les accueillir de façon humaine.

Hélène Comte

## Mémoire de l'esclavage : une seule réparation, la révolution

Depuis 2006, le 10 mai est la journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition. La France officielle, celle des préfets et des manuels scolaires, considère donc maintenant la déportation de millions d'Africains vers l'Amérique pour ce qu'elle fut, un crime de masse. Il aura fallu attendre plus de 150 ans après l'abolition définitive de l'esclavage, en 1848, pour ce simple constat.

Mais cette reconnaissance à elle seule est loin d'épuiser la question. La traite négrière ne fut pas seulement l'occasion de s'enrichir pour des armateurs peu scrupuleux. Elle constitua, trois siècles durant, un des piliers de l'enrichissement, de la constitution même de la classe bourgeoise d'Europe dans son ensemble. Le commerce triangulaire était l'affaire qui tirait toutes les autres, la poule aux œufs d'or qui donna le capital de départ au mode de production capitaliste.

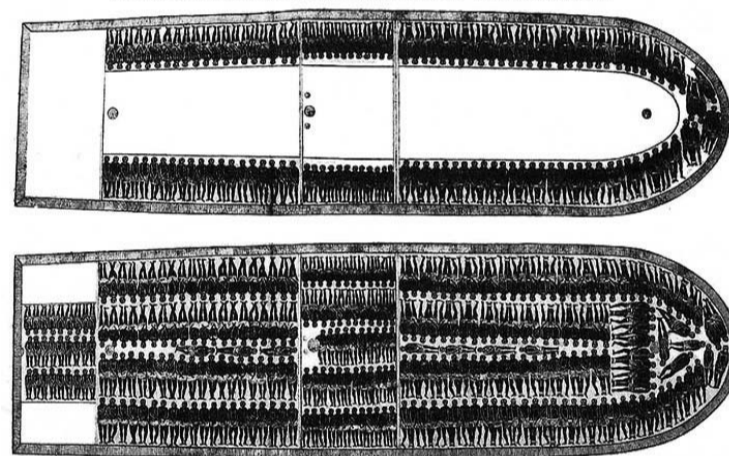
L'autre pilier de l'accumulation primitive du capital fut la destruction de la paysannerie, la prolétarisation forcée, à coups de sabre, de prison et de gibets, du petit peuple d'Europe. Cette guerre-là attend encore sa commémoration.

contemporaine de se des-saisir de sa fortune. Et pour en faire quoi ?

Aujourd'hui, les descendants des esclaves et ceux des paysans déposés se retrouvent dans le prolétariat mondial, avec de nombreux autres, dont les ancêtres ont traversé d'autres histoires et d'autres formes d'exploitation. Le développement historique a fait d'eux une seule classe sociale. Seule cette classe, en prenant en main la gestion de la société dans l'intérêt de tous, pourra mettre fin à l'interminable suite d'injustices qu'aura été la domination de la bourgeoisie.

Paul Galois

3. NANTES — Musée des Salorges - Documents sur la Traite des Nègres



Intérieur d'un navire négrier, transportant les noirs enchaînés de la côte d'Afrique aux îles d'Amérique, où ils étaient utilisés comme ouvriers agricoles.

ARC



## Nos lecteurs écrivent : pour le droit au séjour des femmes migrantes

Je porte à la connaissance de vos lecteurs l'initiative conjointe de mon association Africa et de Femmes solidaires de lancer une campagne pour le droit au séjour des femmes migrantes.

L'autonomie des femmes étrangères résidant légalement en France n'est pas garantie par le droit français. L'obtention de leur titre de séjour dépend souvent de leur situation matrimoniale ou familiale, ce qui les place dans une situation de dépendance vis-à-vis de leur conjoint.

Les femmes immigrées ont toujours été et sont encore victimes d'une triple discrimination : violence du système capitaliste, domination patriarcale et violence institutionnelle.

Cette triple discrimination, qui s'exerce dans un contexte de régression générale des droits des étranger(e)s sur le sol

français, pénalise encore plus les femmes ressortissantes de pays ayant signé des accords bilatéraux avec la France, notamment l'Algérie et le Maroc.

Ainsi, le statut des femmes immigrées se réduit à celui d'épouses subordonnées à la nationalité du conjoint. Par exemple, en cas de divorce ou de veuvage dans l'année qui suit le regroupement familial, ces femmes peuvent voir leur carte de résidence non renouvelée. Autre menace, les conjoints peuvent demander le divorce ou la répudiation dans le pays d'origine sans les tenir informées.

Le refus des pratiques discriminatoires et rétrogrades nous a amenées à combattre ce regard paternaliste et/ou néo-colonialiste sur les personnes étrangères et leurs pratiques culturelles et traditionnelles.

Notre solidarité est

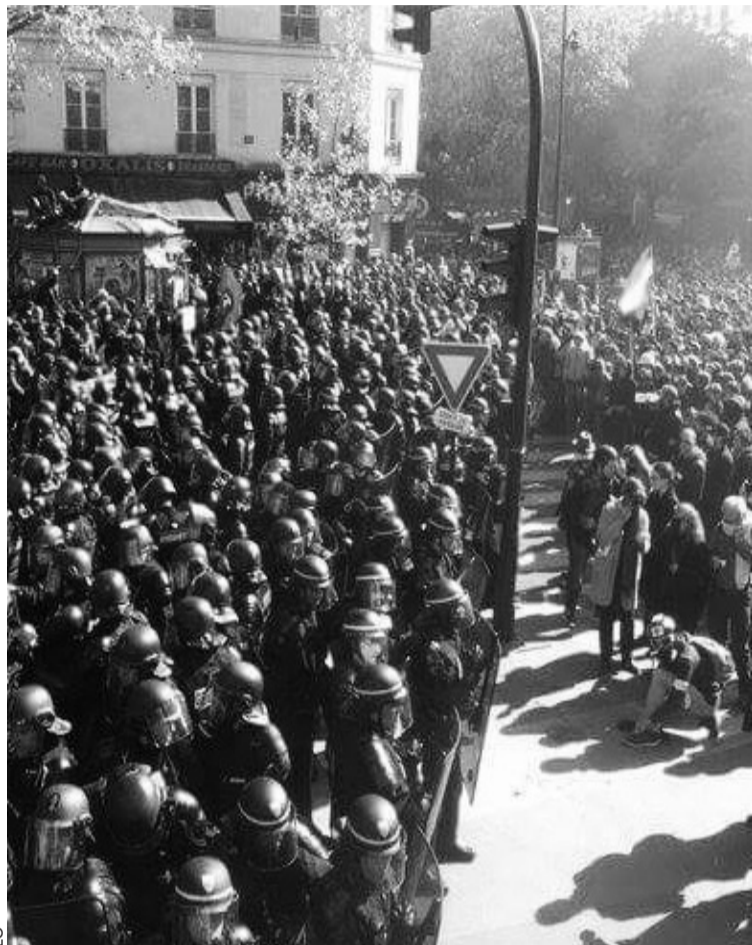
entière avec toutes les femmes soumises à des violences patriarcales, intégristes, fondamentalistes, traditionalistes, qui perdent la vie, sont mutilées, sexuellement, physiquement ou moralement.

Pour que ces femmes soient autonomes et puissent mener une vie libre, il faut leur garantir trois choses : un titre stable, un titre autonome, une autorisation de travailler, c'est-à-dire un statut autonome pour les femmes migrantes.

Mimouna Hadjam, Association Africa

Un projet de loi pour ce statut doit être déposé par la députée du PCF Marie-George Buffet. On peut l'appuyer en signant une pétition en ligne : <https://www.change.org/p/femmes-solidaires-et-africain-pour-un-statut-autonome-pour-les-femmes-migrantes-vote-de-la-loi-de-marie-georges-buffet>

## État d'urgence : une prolongation de plus



La police face aux manifestants le 1<sup>er</sup> mai à Paris.

Lors du Conseil des ministres du mercredi 4 mai, le gouvernement a annoncé sa volonté de prolonger l'état d'urgence pour deux mois supplémentaires.

Finies les envolées sécuritaires d'après les attentats du 13 novembre 2015 où Cazeneuve, Valls et Hollande prétendaient faire obstacle au terrorisme en multipliant les assignations à résidence et les perquisitions arbitraires de domicile par la police sans contrôle de la justice. Désormais, l'ambition affichée, beaucoup plus modeste, est d'assurer la sécurité de l'Euro de football du mois de juin, puis du Tour de France cycliste au mois de juillet.

Après avoir échoué à faire inscrire l'état d'urgence dans la Constitution,

le gouvernement Hollande se contente d'une troisième prolongation. Au passage, celle-ci permettra que l'essentiel des dépenses pour assurer la sécurité de ces grands événements du sport-business soit financé avec de l'argent public.

Pour ce qui est de la sécurité de la population dont le Premier ministre Valls dit se préoccuper en prolongeant l'état d'urgence, c'est une autre affaire. Tant que l'État français, comme les autres États impérialistes, continue de mener ses guerres et ses rapines au Moyen-Orient et ailleurs, les attentats ici ne sont que les retours de boomerang sanglants que la population paie pour une politique dont elle n'est en rien responsable.

Gilles Boti

## Violence policière

Contrôlé par la police à la gare de Lyon alors qu'il urinait dans une poubelle, un homme d'origine africaine, amputé des deux jambes et d'un bras, s'est retrouvé plaqué contre le mur et contraint à enlever ses prothèses. Les policiers l'ont ensuite laissé au sol, incapable de se redresser. Dans une vidéo filmée par un témoin, on les voit laisser les papiers

et le téléphone loin de l'homme désarmé.

À l'heure où le ministre Cazeneuve s'indigne d'une affiche de la CGT dénonçant les violences policières et appelle cette dernière « à ne pas détruire le lien de confiance entre la population et la police », une telle scène montre que les policiers le font très bien tout seuls!

Aline Urbain

## Primaire à droite : lutte des places

Semaine après semaine, les candidats à la primaire de la droite font des efforts désespérés pour occuper le devant de la scène et se distinguer les uns des autres. C'est une tâche bien délicate et qui semble fort ingrate.

En effet le programme politique de la droite, l'organisation de la guerre du grand patronat contre les travailleurs, est déjà mis en œuvre jour après jour par Hollande et Valls. Juppé par exemple, qui fait la course en tête et présentait son programme économique le 10 mai, en est réduit à peu de chose. Il plaide pour le retour aux 39 heures et la défiscalisation des heures supplémentaires. Et d'ajouter la fin des cotisations patronales pour les allocations familiales, un cadeau de dix milliards d'euros qui serait compensé par une hausse de la TVA.

Fillon, quant à lui, ne se fatigue pas tant et plaide pour une « révolution du bon sens », ce qui a le mérite de ne rien vouloir dire et de ne pas fatiguer les ménages de l'électeur. Mais ces deux anciens Premiers

ministres ont seulement besoin de se montrer, leur passé parle pour eux et fait office de programme politique.

Les concurrents moins chamarrés doivent, eux, trouver d'autres artifices pour percer. Bruno Le Maire, par exemple, annonce carrément la suppression de la fonction publique territoriale par l'embauche de travailleurs en CDD ou CDI à la place des fonctionnaires partant en retraite. C'est-à-dire qu'il propose... ce qui se fait déjà. Kosciusko-Morizet veut supprimer le poste de Premier ministre, Copé parle du football et de ses malheurs, Morano ne dit plus rien, Alliot-Marie se prépare, les autres cherchent encore le micro...

Il reste évidemment Sarkozy. Ses concurrents affirment que, fidèle à sa

légende, celui qui n'est pas encore candidat finance sa campagne personnelle avec les fonds du parti, essaie par avance de truquer le scrutin et se promène avec Balkany en témoin de moralité. On ne se refait pas.

Aussi nulle soit-elle, la droite a quand même un boulevard devant elle pour gagner l'élection présidentielle de 2017 et poursuivre en l'aggravant la politique du gouvernement actuel. Le Pen, malgré ses efforts, n'a pas encore l'onction du grand patronat et Hollande est complètement démonétisé. Ainsi, de même que Sarkozy fut le meilleur agent électoral de Hollande en 2012, Hollande est d'ores et déjà la grande chance de la droite pour 2017. La seule vraie question est de savoir qui en portera les couleurs, et pour cela la bataille est féroce.

Une chose reste certaine, les gouvernements alternent, la politique du grand capital reste.

Paul Galois

## Affaire Baupin : le sexisme bien ancré des politiques

Suite aux accusations de harcèlement et d'agressions sexuelles lancées par huit militantes contre Denis Baupin, la presse se répand sur ce qu'elle appelle la loi du silence à propos du comportement de certains hommes politiques vis-à-vis des femmes.

En effet, comme pour les affaires de Dominique Strauss-Kahn et les autres cas de viols ou d'accusations d'agression, les agissements inacceptables de Baupin étaient connus ou largement soupçonnés par les autres responsables politiques d'EELV (Europe écologie Les Verts). Mais tout le monde se taisait. Non seulement les femmes victimes de harcèlement osent rarement porter plainte, par crainte des pressions personnelles et, dans ce cas, des conséquences politiques. Mais en plus, une fois accusés, les hommes mis en cause arrivent assez souvent à bien se défendre.

Mais le problème est plus profond. Les milieux politiques sont, comme les milieux des dirigeants d'entreprise et comme tant d'autres, porteurs de tous les préjugés et habitudes

sexistes qui entretiennent et favorisent les comportements inacceptables. Un conseiller EELV de Paris, Yves Contassot, l'a confessé benoîtement : « J'étais au courant que Denis avait un comportement disons un peu lourdingue avec les femmes, je n'avais pas idée qu'il allait aussi loin. » Parler ainsi d'un comportement sexiste, c'est tout simplement avouer sa tolérance, voire sa complaisance, considérer qu'il n'y a là rien de grave et que, finalement, on peut laisser les hommes agir avec leurs mauvaises façons. C'est d'ailleurs toujours le même couplet qui est servi aux femmes : « Il ne faut pas se formaliser de ces comportements. Ce sont des blagues pas graves, etc., etc. »

Évidemment, tous ceux qui tiennent ces propos ne défendent pas le

harcèlement sexuel. Évidemment, il y a une différence entre les mots et l'agression. Mais bien des hommes politiques – et des femmes – ont beau voter des lois pour l'égalité entre les sexes, ils véhiculent les mêmes préjugés que toute la société, trouvant normaux le machisme affiché de certains, les blagues graveleuses, les réflexions sur le physique des femmes.

Il n'y a pas de loi du silence autour des cris et autres imbécillités qui accueillent souvent les femmes en jupe parlant à l'Assemblée nationale. Ils se manifestent ouvertement. Aucun responsable politique n'a jamais proposé de les sanctionner.

Un député Les Républicains, Pierre Lellouche, n'a pu s'empêcher d'afficher sa bêtise sexiste en déclarant à propos de cette affaire : « Je commente l'international, les choses sérieuses, pas les histoires de bonnes femmes. » S'il est aussi borné sur « l'international » – il se veut spécialiste des questions militaires – il est, en plus, dangereux.

Marion Ajar

# Falaise : les victimes oubliées de la guerre

**Dimanche 8 mai, jour de commémoration de la fin de la Deuxième guerre mondiale, était inauguré à Falaise un musée dédié aux victimes civiles, « à ces millions d'anonymes qui ont tout perdu et que personne n'a jamais invités aux défilés », comme l'a présenté son initiateur, Stéphane Grimaldi, directeur général du Mémorial de Caen.**

C'est pour l'instant le seul musée au monde qui ne fasse pas la part belle aux « héros » de guerre, autrement dit aux soldats du camp des vainqueurs, mais qui rende hommage à tous ces civils, hommes, femmes et enfants, qui ont eu le malheur d'habiter un territoire ravagé par les armées d'impérialismes rivaux, ou d'être les otages d'une politique terroriste menée par les États, visant à décourager toute révolte des peuples qui puisse mettre en cause leur domination.

Dans toute guerre, les civils paient un lourd tribut

pour des conflits d'intérêts qui opposent les puissants et ne les concernent en rien. La Deuxième Guerre mondiale a cependant atteint des sommets terrifiants dans l'étendue du massacre des peuples et, pour la première fois dans l'histoire, la guerre a fait plus de victimes civiles que militaires. Sur les quelque 65 millions de morts, 35 millions furent des civils, auxquels il faut ajouter au moins 100 millions de blessés.

L'extermination de civils a fait partie de la stratégie des chefs d'État et du haut état-major, au travers

des bombardements ou des massacres de populations pour faire place nette. La barbarie des dirigeants nazis et de leurs bandes armées a marqué l'Europe par l'exécution de millions d'entre eux, que ce soit par folie meurtrière quand leurs cibles étaient les Juifs et Tsiganes, ou pour tenter d'asseoir leur domination, principalement dans les pays conquis de l'Europe de l'Est et en URSS. Cette barbarie trouvait son pendant dans celle des armées impériales japonaises qui, elles aussi, massacrèrent des millions de Chinois et d'autres peuples d'Extrême-Orient.

Mais ce n'est pas non plus un hasard si ce mémorial est situé dans la ville de Falaise. Au cours de la bataille de Normandie qui suivit le débarquement du 6 juin 1944, les villes normandes

furent systématiquement bombardées, alors qu'elles ne présentaient aucun intérêt stratégique, causant 20 000 morts, soit plus du tiers des victimes civiles en France durant toute la guerre, et jetant les rescapés sur les routes. Partout, l'avancée des troupes anglo-américaines en Europe s'accompagna de bombardements massifs contre des villes où, à l'exemple de Falaise ou de Dresde en Allemagne, ne se trouvaient que des civils. Et le lancement en août 1945 de la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki fut le point d'orgue de la politique de terreur menée par les dirigeants alliés contre la population des pays vaincus.

Les civils n'étaient pas ce que les états-majors nomment pudiquement aujourd'hui des dommages

collatéraux, ils étaient les cibles à atteindre. Pour les dirigeants impérialistes, il s'agissait d'écraser les populations sous un déluge de bombes, pour vider les villes afin de décourager toute velléité de révolte, voire de révolution comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale. Il s'agissait de signifier aux peuples, au moment où ils voyaient s'écrouler des dictatures féroces, qu'ils n'échapperaient pas pour autant à la domination des vainqueurs.

Ce même 8 mai 1945, qui voyait la fin de la guerre avec l'Allemagne, les dirigeants de l'impérialisme français montraient d'ailleurs ce que cela pouvait signifier, en réprimant féroce les manifestants algériens qui, à Sétif, réclamaient l'indépendance.

**Marianne Lamiral**

# Rwanda : à quand le jugement de l'impérialisme français ?

**Deux Rwandais accusés d'avoir participé au massacre de centaines de Tutsis en avril 1994 sont jugés depuis mardi 10 mai à Paris. Il s'agit du maire et de l'ancien maire de la commune de Kabarondo.**

Des témoins ont rapporté comment Octavien Ngenzi, le maire, était allé chercher en voiture les Tutsis de la localité pour leur dire de s'abriter dans l'église, alors que les tueries ensanglantaient tout le pays. C'était en fait pour les livrer aux miliciens hutus, les Interahamwe, qui attaquèrent l'église avec le renfort de gendarmes, assassinant les Tutsis à coup de machette. Le second accusé, Tito Barahira, supervisait les tueries

en brandissant sa lance. Il n'y eut que quelques rares survivants.

Si ces crimes sont aujourd'hui jugés, c'est grâce à l'acharnement du Comité pour la vérité et la justice au Rwanda, qui a retrouvé la trace d'une cinquantaine de génocidaires réfugiés en France et a déposé plainte contre eux. L'un d'eux, Pascal Simbikangwa, ancien officier de la garde présidentielle rwandaise, a été condamné à 25 ans de

prison en mars 2014.

Mais, dans ces procès, il manque un accusé, et non des moindres : l'État français, dont les responsables ont à l'époque protégé et armé le régime rwandais. Lorsque le génocide survint, le gouvernement français était depuis de longues années derrière les massacreurs. Le Rwanda, situé à la frontière des régions riches en minerais du Congo voisin, était tombé dans la zone d'influence française après avoir été colonisé par la Belgique. Son président, Habyarimana, attisait la haine contre les Tutsis pour garder le

pouvoir et permettre à son clan de piller le pays. À chaque fois qu'il eut besoin de l'armée française pour sauver son régime, Paris répondit présent.

À partir de 1990, quand le génocide a commencé à se préparer, les officiers français continuèrent à former et à armer les futurs tueurs. Le président Mitterrand sut fermer les yeux sur les pogroms locaux de plus en plus fréquents, la constitution de milices ou la propagande assassine de Radio mille collines. Lorsque les massacres se déchaînèrent, après l'assassinat d'Habyarimana,

l'armée française laissa faire, se contentant d'évacuer les Européens... et la famille d'Habyarimana. Elle n'intervint qu'après l'effondrement du régime génocidaire sous les coups du Front patriotique rwandais (FPR), et aida alors les assassins à s'enfuir vers le Congo, sous prétexte d'opération humanitaire.

C'est avec cette protection que le régime a pu faire 800 000 morts. Les dirigeants français ont du sang sur les mains, au même titre que les criminels aujourd'hui jugés.

**Daniel Mescla**

## Fil rouge

### Mécénat d'entreprise : générosité intéressée

Selon l'association patronale Admical, qui se propose de développer le mécénat d'entreprise, le budget alloué à ce type d'actions aurait augmenté de 25 % en deux ans, pour atteindre 3,5 milliards d'euros. Vantant les mérites du « mécénat performant » dans une tribune du journal *Les Échos*, trois grands patrons, Bébear, ex-PDG d'AXA, Bailly, ex-PDG de la RATP, puis de La Poste, et de Romanet, PDG d'Aéroports de Paris, prenaient pour exemple la Fondation PSA qui s'est lancée dans le développement de « garages solidaires ».

Se faire valoir grâce à des actions de charité, les dames patronnesses du 19<sup>e</sup> siècle le faisaient déjà. Mais on n'arrête pas le

progrès et, aujourd'hui, les capitalistes réussissent à les faire déduire de leurs impôts et, en plus, à en tirer de bonnes affaires.

### Le FN : réac sans frontières

Sans la présence de Marion Maréchal-Le Pen, le colloque de l'Action française le samedi 7 mars à Paris, sur le thème « *Je suis royaliste, pourquoi pas vous ?* », serait passé inaperçu. Ce n'est pas que la députée Front national soit royaliste. Mais, bien que peu nombreux, les gens de l'Action française sont tout de même antiouvriers et antisémites confirmés. Il convient donc au FN de leur faire un brin de cour.

Le Front national veut fédérer les réactionnaires de tout poil. Pourquoi les

royalistes devraient-ils manquer à sa palette ?

### Avec Jeanne d'Arc, Macron fait feu de tout bois

Macron, qui ne rate pas une occasion de faire parler de lui, a tenu à célébrer la libération de la ville d'Orléans par Jeanne d'Arc. Lui qui prétend rassembler en n'étant ni de droite ni de gauche, a choisi le symbole de l'extrême droite et, à tout le moins, celui du nationalisme et du catholicisme.

Macron a obtenu ce qu'il voulait, toutes les télévisions se sont fendu de commentaires sur son discours et y ont vu un autoportrait. Ce cinéma est bien entendu ridicule : à défaut d'entendre des voix, Macron s'ingénie à les pêcher... surtout à droite !



# La Fête de Lutte ouvrière

## les 14, 15 et 16 mai à Presles (Val-d'Oise)

### Vive la Fête !

Les 14, 15 et 16 mai, c'est la fête de Lutte ouvrière à Presles. L'existence, depuis des dizaines d'années, de ce rassemblement de dizaines de milliers de personnes, est la preuve que le courant communiste révolutionnaire est bien vivant. Et pour tous ceux qui n'acceptent pas cette société capitaliste, qui n'acceptent pas la misère, le chaos et la barbarie qu'elle produit de par le monde, notre fête est une bouffée d'oxygène, un moment de discussions, d'échanges fraternels. C'est un grand rendez-vous pour ceux qui pensent que la lutte pour l'émancipation des travailleurs est toujours à l'ordre du jour.

C'est l'occasion d'approfondir les idées et les connaissances dans une ambiance joyeuse au travers de débats, de conférences et d'expositions sur les sujets les plus variés, de découvrir des films, des romans, des documentaires ou des ouvrages historiques ou scientifiques.

Mais c'est évidemment aussi l'occasion de se distraire. Entre les films, les spectacles, les jeux et les nombreux stands de spécialités culinaires, il y a de quoi faire durant ces trois jours. À tous, bonne Fête de Lutte ouvrière !

La Fête sera ouverte du samedi 14 mai à 11 heures jusqu'au soir à 23 heures, puis sans interruption du dimanche matin 9 heures au lundi 16 mai à 20 heures.

### Les bons d'achat LO

Pendant les trois jours de la Fête, euros et bons d'achat LO peuvent être indifféremment utilisés dans l'enceinte de la Fête. Ceux qui ont acheté ces bons d'achat à l'avance bénéficient d'une réduction de 20% sur tous leurs achats.

### Demandez les programmes

Outre ce programme principal, plusieurs dépliants sont à votre disposition dans tous les stands Lutte ouvrière-Renseignements, avec les lieux et horaires des multiples animations : **Les cinémas** • **Sciences en Fête** • **Les animations dans les allées** • **Les débats de la Fête** • **Le Village médiéval** • **La Cité des Arts** • **L'Arboretum**

### Attention !

Non seulement il n'y a pas de distributeurs de billets de banque dans l'enceinte de la Fête mais il n'y en a plus dans la ville de Presles, donc prenez vos précautions.

### Sortie provisoire

Lorsque vous entrez dans la Fête, le coupon du jour est ramassé. Pour une sortie provisoire, demandez le tampon qui permet de revenir sur la Fête.

Les habitants de Presles acceptent d'accueillir notre Fête. Aidez-nous à la faire apprécier en respectant les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner.

### Pour revenir sur Paris

**Par le train** : 37 minutes depuis la gare de Presles-Courcelles, à 900 mètres de la Fête. Gratuit avec le pass Navigo, sinon le prix du trajet plein tarif est 5,95€. Départ toutes les heures à 9 h 47, 10 h 47... jusqu'au dernier train, samedi, dimanche à 23 h 47, lundi à 22 h 47.

**Avec les autocars gratuits** : navette jusqu'au métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) pendant les horaires d'ouverture de la Fête. Départ toutes les 20 minutes en journée, toutes les heures environ durant la nuit du bal.

fete.lutte-ouvriere.org  
le programme de la Fête



### Au Grand Podium

#### Samedi

14 h 30 - **La Rabia**, chansons de lutte, rock de classe  
16 h 45 - **Le bal des Martine**, orchestre de bal pour petits et grands  
20 h 30 - **El Gato Negro**, salsa, samba, cumbia, latino festif



El Gato Negro

#### Dimanche

14 h - **Evelyne Gallet**, chansons au vitriol  
16 h **Les Fatals Picards**, rock parodique  
18 h 30 - **Guillaume Meurice**, *Que demande le peuple?* one man show  
21 h 15 - **La Cafetera Roja**, pop rock hip-hop



Evelyne Gallet

Les Fatals Picards

#### Lundi

13 h 30 - **Compagnie Jolie Môme**, *À contre-courant* chansons contestataires théâtralisées  
16 h 45 - **Johnny Montreuil**, rockabilly de banlieue



### Au Théâtre de verdure

#### Samedi

15 h - **Les rillettes de Belleville**, fanfare  
16 h 30 - **Sébastien Guerrier**, *Vivre debout*, chanson politique  
18 h 30 - **Élise ou la vraie vie**, d'après Claire Etcherelli, pièce de théâtre adaptée, mise en scène et jouée par **Eva Castro**  
21 h - **Menestred**, chants populaires de lutte

#### Dimanche

11 h 30 **Opéra al dente**, par Les Moyens du Bord  
13 h 30 - **La Orquesta Chilaquiles**, cumbia  
16 h 15 - **El kabaret**, d'après le *Petit Mahagony*  
18 h 30 - **Jef Sicard Quintet**, hommage au brésilien Tom Jobim, jazz bossa-nova  
21 h 30 - **The Moonlight Swampers**, reprises rock

#### Lundi

12 h - **El kabaret**, *L'homme est bon mais meilleur est le veau* d'après le *Petit Mahagony* de Bertolt Brecht et Kurt Weill  
13 h 45 - **Presaj**, reggae  
16 h 15 - **Opéra al dente**, opéra déjanté par Les Moyens du Bord  
17 h 45 - **Blues non-stop**, blues

### A la quinquette

#### Samedi

12 h **Blues Non Stop** • 13 h **Chœur Églantine**, chorale chants de lutte • 14 h **Stéphane**, cours de rock et valse • 15 h **Jean-Claude Gombault** variétés et musette • 16 h **Pascal Hernandez Tout sourire** • 19 h **Véronique Besançon**, chansons autour de Gaston Couté • 20 h 30 **Moonlight Swampers**, reprises rock country

#### Dimanche

9 h 30 **Musique classique** Bach, Corelli, Mozart • 13 h **Leda Atomica**, cabaret Brecht • 14 h **Cositas Buenas**, musique latino • 16 h **Stéphane**, cours de rock et valse • 17 h **Les Charlatans**, festif • 18 h **Kouzy Larsen**, rock francophile • 19 h **Bonnets M Boy Band**, disco • 21 h **Jean-Claude Gombault**, bal

#### Lundi

10 h **Rouge Java**, chansons françaises • 11 h **Moonlight Swampers**, reprises Rock Country • 16 h **Citizen**, Rock • 17 h **Jean-Claude Gombault**, variétés et musette

### Au détour des allées

Cirque Ühler • Les Charlatans (variétés) • La Tomato rebelle (chorale engagée) • Chorale Églantine (chants de lutte) • Blues non-stop (blues) • Moonlight Swampers (country-rock) • Bonnets M (disco et variétés) • Flying Goose Band (jazz) • That's All Folks (chansons américaines) • Chorale Ça dénote (chansons françaises) • Musique classique (violoncelle et piano) et d'autres encore...

# TOUS LES STANDS

## Place de l'Églantine

- Badges avenue (badges politiques et fantaisie)
- Cartes postales (EdF)
- Kiosque de l'Églantine
- Sous les pavés... les pages (livres d'occasion)
- Le ballon de la Fête

## Allée de la Diane

- Mini golf
- Bowling
- Tir à plomb (Chantiers navals STX Saint-Nazaire)
- Tir à l'arc (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- Les mots fléchés (La Poste Paris 17)
- Halle aux jeux
- The Spark (USA)
- Old West Diner
- Orienthe-vous (Allier)
- Podium Broadway Music Hall

## Place du Grand Podium

- Le serpent à lumière
- Accueil Nord
- Chorba, thé, gâteaux (PSA Poissy Saint-Ouen)
- Aux moules-frites
- Disques
- Le manège enfantin
- Arbalètes
- La mare aux canards
- Marionnettes
- L'actualité vue par les dessinateurs de presse À vos pinceaux ! (Lorraine)
- Quiches et tartes lorraines (Sovab Renault)
- Brasserie + BRA (Bund Revolutionärer Arbeiter) (Allemagne - UCI)
- Accueil Est
- Accueil Bourgogne
- La fondue et assiettes de fromages
- Halle aux jeux du cèdre
- Expo photos : les espoirs nés des grèves de 1936
- Barbe à papa
- Jus de fruits - milkshakes
- Escargots
- Crêpes canadiennes (Compiègne/Beauvais)
- Bonbons
- Harengs de la Baltique
- Fraternité à la menthe
- Flammekueche (Strasbourg - Punch)

## Place de la Guinguette

- Mur d'escalade
- Le cageot fol
- L'arbre aux singes
- Indoustand (RATP)
- Île de La Réunion
- La Guinguette
- Café de la Guinguette
- Barbouille
- Couscous
- Molkky (jeu de quilles finlandais)
- Échecs et Marx ! (échecs, go, jeux de stratégie)
- Préhistoire
- Le bas-fourneau
- La voix des travailleurs (Belgique-UCI)
- Tir à la patate (Banque de France Paris)
- Annoncez la couleur (RATP)
- Minéraux
- La coupe est pleine
- Accueil Champagne - Ardenne
- Ici... on bulle

## Place Karl Marx

- Gaufres de Liège
- Dédicaces
- Au partage des profruits
- La Dolina (Solystic Bagneux)
- Accueil des tout-petits
- Gargote des tout-petits
- Seiche and'ouillette (Sneema Gennevilliers)
- Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)

**Feu d'artifice devant le château dimanche 15 mai à la nuit tombée**

## Esplanade du château

- Lutte ouvrière
- Hôpitaux
- Lutte ouvrière Renault
- Accueil Le Mans - Chartres
- Sardines grillées
- Maffé
- UATCI (Afrique-UCI)
- Arbalètes
- Animations
- Sinif Mücadelesi (Turquie-UCI)
- Café turc
- P'tit déjeuner du port - Breakfast (Société générale)
- Pizza, aioli
- Soupe aux choux
- Accueil Sud-Est
- L'Internazionale (Italie-UCI)
- OTR (Haïti-UCI)
- Marmite haïtienne
- Combat ouvrier (Antilles-UCI)
- Menus d'Isles

## Allée de la Libération des femmes

- Tipi
- Fléchettes
- Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- Jambon du Morvan
- Le monde à la carte
- Accueil Tours-Angers-Poitiers-Cholet
- Dolce Vita
- Déco. LO (CHU Rouen)
- Café pâtisserie Le Grain de folie (Limoges)
- Le frondeur du Poitou
- Salades gourmandes (Orléans)
- Gaufres picardes (Amiens)
- Tea break
- Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
- Accueil Bretagne - Normandie
- Brochettes grecques (Air France)

**Animations de l'esplanade du château**

- l'accrovoile
- les ballons bulles
- le fil tendu

**Les photos de Pierre Jamet**  
**Les espoirs nés des grèves de 1936**  
 Corinne Jamet-Vienny présentera et commentera l'exposition samedi à 17 h Stand n° 33

**Objets trouvés**  
 Pour retrouver des objets perdus pendant la Fête s'adresser au stand LO-renseignements de la direction.

## Esplanade des Sciences

- Voz Obrera (Espagne-UCI)
- Puce rouge
- Express café
- Charlottes
- Billard
- Bowling
- Le temps des fraises (Services financiers de La Poste-Paris Île-de-France)
- Karaoké (Creil)
- Confit social
- Brick à l'oeuf
- Accueil Bordeaux - Angoulême - Perpignan - Toulouse
- Cafétéria du chapiteau scientifique

## Cité politique

- Devrimci İsci Partisi (DIP- Turquie)
- EEK (Parti Ouvrier Révolutionnaire - Grèce)
- Partito Comunista dei Lavoratori (PCL - Italie)
- Tendance Bolchevik Internationale (TBI - Grande-Bretagne)
- Nouveau parti anticapitaliste (NPA)
- Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- Les Amis de la Commune
- ARS Combat

**Échecs et Marx**  
 Dimanche à 16 h, Jean-Philippe Karr, maître international d'échecs, jouera une partie simultanée contre vingt joueurs.

**Lâcher de ballons**  
 Dimanche à 14 h 30  
 Rendez-vous à partir de 14 h 10 près du manège enfantin

**Au stand disques (n°20)**  
 Ce stand propose les disques de artistes qui se produisent à la Fête. Mais, à ce stand, les bons d'achat LO ne sont pas acceptés, seuls les euros le sont.

**Pour camper**  
 Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit. Un emplacement est prévu à l'intérieur de la Fête mais attention : nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.

**Une flashmob à la fête !**  
 Les amateurs de flashmob se retrouveront dimanche à 15 h 45 sur la pelouse du grand podium.



**Les librairies**

- La grande librairie du château : plus de 1500 titres différents, livres de poche, documents, témoignages, histoire du mouvement ouvrier, romans
- La Cité du roman ; des romans, récents ou classiques, par thème ou par pays
- La librairie de la Cité des sciences
- La librairie de la Cité politique : toutes les publications de Lutte ouvrière
- Les livres d'occasion : sous les pavés, les pages
- Les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique, d'Haïti, des États-Unis et d'ailleurs

## Au bonheur des enfants

Rois de la Fête, les enfants profitent de nombreux jeux et animations, et peuvent se promener partout en toute sécurité. Une **carte orange** permet de n'en rater aucun. Les parents peuvent aussi se distraire, en laissant leurs enfants s'amuser dans deux espaces protégés :

- La Cité des jeunes

C'est une belle aire de pelouse et de sous-bois où les enfants trouvent tout pour être heureux : animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés. Un seul problème : convaincre les enfants de la quitter !

- La garderie

Gérée par des camarades compétents et attentifs, elle accueille les bébés de plus de trois mois.

## La Cité des arts

Apprendre une chorégraphie en une heure, désosser un violon pour comprendre son fonctionnement, créer une tête d'homme avec de la terre en cinq minutes, interroger les chanteurs d'une chorale, découvrir la peinture un pinceau à la main... Animations, ateliers de réalisation, conférences, discussions vous attendent. À vos pinceaux ! À vos palettes !

**Nouvelle parution**  
 Réédition du parolier des *Chants révolutionnaires et contestataires*, 7 €

**Pas de vente de tabac**  
 Il n'y a pas de vente de tabac dans l'enceinte de la Fête. Fumeurs, prenez vos précautions.

**Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la Fête, sauf évidemment les chiens d'assistance.**

**Abonnement spécial Fête**  
 Abonnement promotionnel à notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* et à notre mensuel *Lutte de classe* : 20 euros pour six mois

**Place Octobre 17**  
 157 La boule maboule  
 158 Spécialités lyonnaises (Lyon : chimie et hôpitaux)  
 159 Fromages d'Auvergne  
 160 Accueil Clermont-Ferrand

**Cité des arts**  
 150 Mosaïques  
 151 Studio 2  
 152 Pagode sculpture  
 153 Petit salon  
 154 Atelier de sculpture  
 155 Atelier de peinture  
 156 Studio 1

133 Socialist Fight (Grande-Bretagne)  
 134 Gauche révolutionnaire  
 135 OKDE (Organisation des communistes internationalistes de Grèce)  
 136 Fraction l'Étincelle  
 137 Gauche communiste  
 138 Prospettiva marxista (Italie)  
 139 Socialisme ou Barbarie  
 141 Librairie : toutes les publications de Lutte ouvrière

**Place des cinémas**  
 142 Palet de jeux  
 143 L'entracte (accueil cinémas)  
 144 Crêperie bretonne  
 145 L'huître ouvrière

161 Crottin chaud  
 162 Crêperie (Sanofi)  
 163 Glaces et profiteroles  
 164 Accueil Rhône-Alpes  
 165 Le petit atelier  
 166 C'est la cata

**Village médiéval**  
 167 Petit salé aux lentilles  
 168 Forge  
 169 Forge médiévale  
 170 Rôtisserie de sire Renault  
 171 Taverne de maître Taillevent  
 172 Gallette saucisse  
 173 Boissons médiévales  
 174 Vannerie/Travail du bois  
 175 Calligraphie  
 176 La poterie  
 177 Four à pain



## Débats et forums de Lutte ouvrière

Débats après le film *Comme des lions avec nos camarades participant de la grève contre la fermeture de l'usine PSA Aulnay*

**Samedi 14 mai à 21 h**, au chapiteau Engels avec **Jean-Pierre Mercier**

**Dimanche 15 mai à 22 h 30**, au chapiteau Karl Marx avec la réalisatrice **Françoise Davisse** et **Philippe Julien**.

### Les forums d'entreprise, dimanche 15 mai

11 h / les cheminots contre la loi El Khomri et le décret-socle. • 12 h / PSA - Sous-traitance, suppressions de postes, accords de compétitivité, comment réagir? • et aussi: les difficultés financières d'EDF: des problèmes de riches • 13h30 / hôpitaux: un plan anti-Santé qui mérite un plan de riposte • 16h / Renault institue la précarité pour accroître ses profits.

**Et bien d'autres forums sur:** 1936 dans le monde • la loi travail • la gauche réformiste et l'élection présidentielle • le FN • l'état d'urgence • le congrès de la CGT • les interventions impérialistes de la France en Afrique et en Libye • la crise économique • l'Europe et les réfugiés • le Brésil de Lula et Dilma Rousseff • Syrie, Irak, la politique impérialiste • la Russie de Poutine • la Chine sans miracle capitaliste • l'Algérie aujourd'hui

### Débat NPA-Lutte ouvrière, dimanche 18h

Le mouvement contre la loi El Khomri, les anticapitalistes et les révolutionnaires

### Au chapiteau Karl Marx

#### Samedi

13 h / **J.-F. Grelier**: AZF: les victimes face à Total et à l'État • 14 h / **A. Mabon**: Thiaroye: un massacre colonial • 15 h / **J.-J. Marie**: La Russie sous Poutine • 16 h / **P. Marichalar**: Médecin du travail, médecin du patron? • 17 h / **G. Noiriel**: Chocolat. La véritable histoire d'un homme sans nom • 18 h / **C. Wihtol de Wenden**: La crise des migrants et l'Union européenne: faut-il ouvrir les frontières? • 19 h / **Judith Magre** lira des extraits de *Jeunesse d'une ouvrière* d'Adelheid Popp • 20 h / **M. Stambouli** et **M. Naelten**: Les jeunes migrants et les politiques d'immigration • 21 h Chantons ensemble des chants révolutionnaires

#### Dimanche

11 h / **A. Carré**: la loi travail et ses conséquences sur la santé au travail • 12 h / **F.-X. Guillermin**: Le sang des nègres • 13 h / **D. Peschanski**: Drancy, un camp en France • 14 h / **J.-J. Marie**: Le rapport Khrouchtchev

### Au chapiteau Friedrich Engels

#### Samedi

13h30 *Hazaribag, cuir toxique*, film de **E. Darblay** et **E. de Lavarene** • 14 h 30 **C. Schwyer**: La monnaie et la médaille satiriques dans les luttes de classes au 19<sup>e</sup> siècle • 16 h / **A. Steiner**: Histoire en cartes postales des luttes sociales au début du 20<sup>e</sup> siècle • 17 h / Projection du film *Perdre sa vie à la gagner* de **Liza Fanjeaux** • 18 h / Débat avec **Liza Fanjeaux** • 19 h / *Les trois couleurs d'un empire* de **J.C. Giudicelli** • 21 h / Débat avec **Jean-Pierre Mercier** sur le film *Comme des lions*.

#### Dimanche

10 h / *Still the enemy within* (L'ennemi intérieur), film sur la grève des mineurs britanniques de 1984 • 12 h / Débat avec les camarades de **Workers' Fight** • 13 h / *L'espoir trahi*, film de **Lutte ouvrière** sur 1936 en Espagne • 14 h / 30 Débat avec des camarades de **Voz Obrera**

• 16 h / **J. Papp**: De l'Autriche-Hongrie en guerre à la République hongroise des Conseils (1914-1920) • 17 h / **S. Deruelle**: L'Utopie de Thomas More, 500 ans déjà! • 18 h / **V. Decker**: L'école publique, notre bien commun • 19 h / **J. Barzman** et **J.-P. Castelain**: Jules Durand, un crime social • 20 h 30 Projection du film *Comme des lions* de **Françoise Davisse** • 22 h 30 Débat sur le film avec **Françoise Davisse** et **Philippe Julien**

#### Lundi

11 h / **G. Davranche**: Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre de 1914-1918 • 12 h / **M.-L. Dufresne-Castets** et **P. Moussy**: Le projet de loi El Khomri • 13 h / **O. Le Cour Grandmaison**: Vivre aux colonies • 14 h / **J.-L. Raharimanana**: Madagascar 1947 • 16 h / **A. Canihac**: Liberté de circulation et d'installation de tous les migrants! • 17 h 30 / Chantons ensemble des chants révolutionnaires.

16 h / *Capitaine Thomas Sankara*, film de **C. Cupelin** • 17 h 30 / Débat avec les camarades de l'UATCI • 18 h 30 / *D'une brousse à l'autre*, film de **J. Kébadian** sur les sans-papiers de Saint-Bernard (1996) • 20 h / Débat avec **Jacques Kébadian** et **Serge Le Péron** • 21 h / *1936, Le Grand tournant*, film d'**Henri de Turenne**

#### Lundi

10 h / *Elles... les filles du Plessis*, film de **Bénédicte Delmas** • 11 h 30 / *Saigneurs*, film sur conditions de travail dans les abattoirs • 13 h / *Barakeden, les petites bonnes de Bamako*, film d'**Adeline Gonin** • 14 h / Débat avec **Adeline Gonin** • 16 h / Reportages vidéo sur les migrants de Calais suivi d'un débat avec **F. Guennoc** de l'association *L'auberge des migrants* • 17 h 30 / *Hazaribag, cuir toxique*, film d'**E. Darblay** et **E. de Lavarene** • 18 h 30 / *Les trois couleurs d'un empire*, de **J.-C. Giudicelli**

## À la Cité des sciences

### Débats

**Samedi 13h / M.-A. Selosse**: La coopération entre espèces vivantes et l'idée de compétition • 14h30 / **M.-T. Teixeira**: Le cancer et le vieillissement • 16h / **T. Heams**: ADN de nos gènes: entre espoirs de réparations et craintes • 17h30 / **P. Berche**: Brève histoire de l'exploration du cerveau • 19 h / **S. Bouley**: Des histoires planétaires à rebondissement • 20h30 / **A. Langaney**: Le sexe: révolutionnaire!

**Dimanche 10h30 A. Roman**: Radiographie d'un volcan • 12 h / **A. Simaan**: Naissance de la science dans l'antiquité, les actuels Irak, Syrie, Grèce et Égypte • 13h30 / **M. Morange**: Grands moments de l'histoire de la biologie -

16 h / **A Simaan**: Déforestation en Amazonie et chaos climatique • 17h30 / **F. Confalonieri**: Les microbes face à la radioactivité • 19 h / **V. Sautter**: Le robot Curiosity à la découverte de Mars • 20h30 / **E. Gourgoulhon**: Trous noirs et ondes gravitationnelles

**Lundi 10h30 / N. Palanque-Delabrouille**: Neutrinos, rayons cosmiques, ondes gravitationnelles • 12 h / **M. Zito**: Les secrets de la matière • 13h30 / **L. Perino**: Darwin, la sélection naturelle et nos maladies • 16h / **P. Lopez-Garcia**: Les tout débuts de l'origine de la vie

### Parmi les miniconférences

Que la Force soit avec nous... mais laquelle? • Pourquoi les avions volent ou pas • L'astronomie de la Grèce antique • Féminin-Masculin, quel genre de différences? • L'homme est-il un animal comme les autres? • Les singes parlent à leur manière • L'infini c'est long, surtout à la fin • Le coeur et ses maladies • La science face aux charlatans et aux marchands • Faut-il craindre les matières plastiques? • Les chiffres ne mentent pas... • Prononcer une langue ancienne • Des machines pilotées directement par la pensée • Comment comptent calculatrices et ordinateurs • Volcans, tous parents, tous différents.

### La roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes dans les allées de la Fête sur la météo et la traque des rayons cosmiques.

### À l'Arboretum

- Quatre visites commentées gratuites de 50 minutes sur un sentier réunissant 110 espèces d'arbres permettent de faire leur connaissance: l'arbre, quel être étonnant! • les arbres voyageurs • l'arbre sensuel • l'arbre et les poètes.
- Exposition: Arbres remarquables de nos régions.
- Des ateliers: l'arbre, ami des hommes, des oiseaux, des écureuils et des champignons • tout ce qu'on fait avec le bois • de la graine à l'arbre • un tour à bois et ses possibilités • mesurer un arbre en deux temps, trois mouvements
- Dimanche à 12 h, conférence-débat avec **Georges Feterman**, président de l'association A.R.B.R.E.S: Les arbres, patrimoine et source d'inspiration artistique.

### Aux temps de la Préhistoire

Sur les traces de nos origines: Un chantier de fouille grandeur nature • un bas-fourneau en fonctionnement • des ateliers (allumer le feu, tailler le silex, tisser, filer, s'habiller, taguer les parois) • des exposés (migrations des hommes préhistoriques, changements climatiques et naissance du genre humain, histoire de l'histoire de l'Homme, naissance de l'agriculture, notre ADN et le leur, les premiers Parisiens, mines et mineurs) • **Des conférences** Samedi 17 h / **Pascal Picq**: L'espèce humaine, la seule espèce de grands singes migrants • Dimanche 13 h 30 / **Marylène Patou-Mathis**: Quoi de neuf sur Néandertal? • 17 h / **Antoine Balzeau**: Néandertaliens, Denissoviens, Hommes de Flores: quand d'autres espèces cohabitaient avec nos ancêtres • Lundi 13 h 30 / **Jean-Luc Piel-Desruisseaux**: L'outil est-il le propre du genre humain?

### À la Cité du roman

**Samedi 15 h / L. Gagnard**: Souffrance au travail ou exploitation? • 18 h / **F. Riceputi**: Comment la mémoire du 17 octobre 1961 revint à la République • 20 h 30 / **Eva Castro**: le roman de Claire Etcherelli, *Élise ou la vraie vie*

**Dimanche 12 h / O. Houdart**: Orthographe: réforme ou révolution? • 13 h / **R. Perret**: Le journal fondé par les canuts lyonnais en 1831 • 14 h / **Denis Aler**: *le Parti Communiste Français 1920-1933: de ses origines socialistes au stalinisme* • 16 h 30 / Rencontre avec **Annie Ernaux**

**Lundi 11 h 30 / Marc Remy** et **Éric Tolian**: Les débuts du mouvement ouvrier et socialiste dans l'empire d'Autriche-Hongrie 1867-1914

Comme pour toutes les manifestations actuelles, nous procéderons, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.



alcool



bouteilles en verre



stupéfiants



armes toutes catégories

## Cinémas

*Comme des lions* (Françoise Davisse) • *Joe Hill* (Bo Widerberg) • *La loi du marché* (Stéphane Brizé) • *Fatima* (Philippe Faucon) • *La fille du patron* (Olivier Lousteau) • *Méditerranée* (Jonas Carpignano) • *Difret* (Zeresenay Berhane Mehari) • *Elles... les filles du Plessis* (Bénédicte Delmas) • *L'ennemi intérieur* • *L'ennemi intérieur-Still the enemy within* (Ower Gower) • *Barakeden, les petites bonnes de Bamako* (Adeline Gonin) • *Saigneurs* (Raphael Girardot et Vincent Gaullier) • *L'espoir trahi*, 1936 en Espagne (documentaire de Lutte Ouvrière) • *Hazaribag, cuir toxique* (Elise Darblay et Eric de Lavarene) • *Mustang* (Deniz Gamze Ergüven) • *A peine j'ouvre les yeux* (Leyla Bouzid) • *Pride* (Matthew Warchus) • *L'Enquête* (Vincent Garenq)

### Le Carrousel de la connaissance

Un voyage son et lumière de 45 minutes sur ce thème: «Pétrole: de l'or noir pour les uns, une calamité pour d'autres».

Depuis cent cinquante ans, l'industrie du pétrole a marqué les étapes de la conquête de la planète par les grandes puissances et les entreprises. Elle en symbolise aussi toutes les tares.

### Les expositions

Juin 1936, la montée de la classe ouvrière • États-Unis les luttes ouvrières des années trente • 1956 en URSS, Pologne et Hongrie • Les grèves ouvrières après 1900 à travers les cartes postales • Quand la CGT était révolutionnaire... il y a plus de 120 ans • Le mouvement noir aux États-Unis • L'Europe et les migrants • La situation en Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Haïti, Guadeloupe et Martinique, Italie, Moyen-Orient et Turquie • Les idées de Lutte ouvrière

### Le Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre, homologué, pour se faire peur en toute sécurité, avec ses tyroliennes, ses ponts de singe ou ses échelles. Des parcours pour s'initier ou pour les plus chevronnés, sous la surveillance de moniteurs diplômés. Accessible sous conditions d'âge (au moins 13 ans) et de taille (1,50 m). Tarif: 4 euros.

### Au Village médiéval

Du théâtre: une nouvelle pièce *Le Vilain mire* (Un paysan, le «vilain», se fait passer pour un médecin, le «mire»), un fabliau du 13<sup>e</sup> siècle qui inspira plus tard Molière pour son *Médecin malgré lui*.

Et bien sûr les artisans, les jongleurs, les démonstrations d'escrime, les voleurs de feu, le bal folk et le concert des Derniers trouvères.

# Venezuela : le président chaviste menacé de destitution

**Jeudi 28 avril, l'opposition de droite a accentué la pression sur le président Nicolas Maduro, qui a succédé à Hugo Chavez en 2013, en votant au Parlement une motion de défiance contre le ministre de l'Alimentation, accusé d'être à l'origine des pénuries du pays. La droite a également récolté près d'un million de signatures, cinq fois plus que celles requises, pour obtenir un référendum dont l'objectif serait de destituer le président.**

Depuis des années, la droite cherche à écarter les chavistes du gouvernement. Elle a déjà tenté de destituer Hugo Chavez, sans succès. Mais aujourd'hui la dégradation de la situation économique et sociale du pays et la destitution en cours de Dilma Rousseff au Brésil lui donnent des ailes.

Depuis 2014, le régime subit les conséquences de la chute du prix du pétrole, qui assure 96 % des ressources du Venezuela. Les recettes de l'État ont été divisées par quatre et le pays se débat dans une situation de pénurie alimentaire et énergétique.

Le régime importe les produits de première nécessité et les médicaments, sans désormais avoir les moyens de payer. Les programmes sociaux, qui ont été les fondements du chavisme, ont

du mal à se maintenir. Pour atténuer le manque de devises, la banque centrale fait tourner la planche à billets, ce qui fait flamber l'inflation, qui atteint 700 % l'an, quatre fois plus que l'an dernier.

Il y a aussi une pénurie d'électricité. Le gouvernement a dû instaurer des coupures quotidiennes de quelques heures dans les États les plus peuplés, sauf dans la capitale Caracas. Il a instauré un changement de fuseau horaire d'une demi-heure et institué de nouveaux jours fériés, pour réduire les dépenses.

Le secteur de l'électricité avait été nationalisé en 2007 mais, l'État étant à court d'argent, l'entretien du réseau et les investissements indispensables n'ont pas suivi. À ces difficultés économiques se sont

ajoutées des données climatiques : la centrale hydroélectrique de Guri, qui fournit 70 % de l'énergie, se trouve à un niveau d'eau très bas depuis l'arrivée d'El Niño.

La rareté de l'énergie a d'autres conséquences. Les fonctionnaires ne travaillent désormais que deux jours par semaine. Les députés et employés n'ont pas été payés en avril. Les élèves, de la maternelle au lycée, n'ont plus cours le vendredi. Les hôtels et les gros commerçants doivent pourvoir eux-mêmes à leurs besoins en électricité neuf heures par jour. Les centres commerciaux ont donc réduit leurs horaires d'ouverture, engendrant des queues importantes et amenant de fortes tensions qui tournent parfois à l'émeute.

La droite tire à boulets rouges sur le régime : « *Maduro, c'est les ténèbres* » ou « *La corruption nous a supprimé la lumière* ». Comme si cette opposition, qui plonge ses racines dans la classe patronale, n'était pas elle-même corrompue et corruptrice ! L'opposition a le vent en poupe depuis



Dans une boutique, pendant une coupure d'électricité.

qu'elle a remporté les élections législatives en décembre dernier, obligeant la présidence chaviste à composer avec une majorité qui veut le destituer. À quoi la présidence rétorque que la droite prépare un coup d'État.

Pendant treize ans, le régime de Hugo Chavez a fait face aux manœuvres de la droite et des possédants. Il avait affronté deux tentatives de coup d'État et une campagne de destitution. Il avait gardé la main en s'appuyant sur les classes populaires, dont le sort avait été incontestablement amélioré par ses programmes sociaux. Mais la situation actuelle lui a fait perdre une partie de ses soutiens.

L'opposition accuse les chavistes de ne pas avoir

su diversifier l'économie pour la sortir de la mono-activité du pétrole. Mais tous les gouvernements qui les ont précédés n'ont pas agi différemment, à la seule différence que les chavistes ont choisi de réserver une partie de la rente à satisfaire quelques besoins élémentaires de la population. C'est cela qui, depuis seize ans, aiguise la hargne des classes riches contre les chavistes. C'est dire que le retour aux affaires de la droite ne pourrait que dégrader à nouveau la situation des classes populaires, même si ses porte-parole prétendent aujourd'hui le contraire. Elles doivent se préparer à se défendre, pour que leur situation ne soit pas ramenée en arrière.

Jacques Fontenoy

# États-Unis : Flint, pollution de l'eau et mensonges politiques

**Mercredi 4 mai, Obama s'est rendu à Flint, dans le Michigan, pour la première fois depuis le début du scandale de l'eau contaminée.**

Le réseau de cette ville populaire de 100 000 habitants a été pollué pendant dix-huit mois, d'avril 2014 à octobre 2015. En 2014 la ville, en faillite, avait été placée sous tutelle par le gouverneur républicain du Michigan, Rick Snyder. Il avait nommé un gestionnaire financier qui, pour faire des économies, avait obligé Flint à s'approvisionner dans la rivière polluée, plutôt qu'auprès de la ville voisine de Detroit, où elle se fournissait traditionnellement.

Dès les premiers mois, la pollution de l'eau courante a été dénoncée par de nombreux habitants et par des médecins. Pendant dix-huit mois, les autorités ont multiplié les déclarations rassurantes, avant de finir par reconnaître cette pollution, en septembre 2015, et de revenir à l'eau fournie par Detroit. Mais les canalisations en plomb ont été détériorées, et l'eau courante doit maintenant être filtrée.

Entre-temps, des milliers d'enfants ont bu de l'eau chargée de plomb et d'autres métaux toxiques. Cette eau polluée est sans doute aussi à l'origine d'une épidémie de légionellose qui a déjà tué dix personnes et en a contaminé 77 autres. Un tel scandale a été possible parce que les autorités étaient décidées à rançonner la ville de Flint, au mépris de la santé publique. Il a été possible parce que les habitants de cette ville, frappée par les licenciements dans l'industrie automobile, sont majoritairement noirs et pauvres.

L'eau est-elle aujourd'hui saine ? Vu les mensonges récents des autorités, bien des gens en doutent et ceux qui en ont les moyens continuent de ne boire que de l'eau minérale et, pour se laver, d'en faire chauffer ou de sortir de la ville. Pour les convaincre de revenir à l'eau du robinet, le gouverneur a ainsi promis de boire l'eau de Flint pendant

trente jours. Et Obama a maintenant apporté son prestige à cette opération de réhabilitation. Voici ce qu'écrivent à ce propos les militants trotskystes américain du journal *The Spark* :

« *Lors de sa brève visite à Flint, le président Obama a demandé un verre d'eau filtrée de Flint et s'est mis à la boire, en délivrant un message en trois points. D'abord, a-t-il dit, "nous sommes là pour vous aider". Puis il a encouragé les habitants à boire l'eau filtrée du robinet, qui subit un nouveau traitement et circule dans tout le système de distribution de la ville. Pour finir, il a laissé entendre que les enfants de Flint étaient en bonne santé et n'auraient pas de séquelles. Il a même suggéré qu'enfant il avait peut-être mangé des écailles de peinture au plomb, de toute évidence sans séquelle; il est même devenu président...*

Assis avec le gouverneur dans une limousine, Obama a répété sa promesse d'obtenir de l'argent pour Flint afin de commencer à réparer le système de distribution de

l'eau. Et, entre-temps, il a dit ce que le gouverneur veut dire : "buvez l'eau du robinet". [...] Dans une situation où la recherche du profit s'est traduite par des décès et des séquelles définitives

pour les habitants de Flint et leurs enfants, le gouvernement fédéral et celui de l'État n'ont rien d'autre à proposer que de continuer comme avant. »

Michel Bondelet

## Lisez la revue Lutte de classe

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 175 - mai 2016

- Le mouvement contre la loi travail
- Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance
- Le rôle des banques centrales dans la crise
- Brésil : le Parti des travailleurs usé au service de la bourgeoisie
- Égypte : la répression ne fait pas taire la contestation
- Allemagne : l'extrême droite exploite la tragédie des migrants
- Bolloré : itinéraire d'un capitaliste français



Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

## Banques : ce n'est pas la crise pour les dirigeants

Les banques annoncent que leur rentabilité baisse du fait des faibles taux des crédits accordés aux entreprises. Mais évidemment elles compensent déjà cette baisse de rentabilité par des mesures pour faire payer leurs salariés et les clients.

Pour les salariés, ce sont des fermetures annoncées d'agences, sous prétexte que l'informatique permet aux clients de gérer leurs comptes à distance. 240 agences du LCL fermeront ainsi d'ici 2020, et la Société générale fermera 20 % des siennes d'ici 2020 aussi. La suppression de milliers de postes est programmée et les départs à la retraite ne seront pas remplacés. Quant aux clients, ils supporteront l'augmentation des frais sur les comptes des particuliers.

Pourtant, même avec des taux de crédit faibles,

les profits des banques sont en hausse. Au premier trimestre, la BNP et la Société générale annoncent respectivement 10% de plus pour l'une et 6,5% de plus pour l'autre. Et comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, les patrons des banques françaises se sont vu octroyer des augmentations de leurs bonus.

Ainsi, le PDG de la BNP a touché en 2015 plus de 3,5 millions d'euros, en augmentation de 26,5%, et celui de la Société générale plus de 2,75 millions d'euros, en augmentation de 35,4%. Et selon le journal *Les Échos*, les seules BNP, Société générale et Natixis comptent 368 personnes touchant plus d'un million d'euros par an. Alors les taux de crédit baissent peut-être, mais pas les profits ni les rémunérations des banquiers!

Cédric Duval

## Areva : des décennies de mensonges

En avril 2015, un grave défaut avait été repéré sur la cuve de la centrale nucléaire EPR, en construction à Flamanville.

L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) avait donc demandé à Areva, constructeur de l'EPR, de réaliser un audit sur l'ensemble des pièces produites dans l'usine du Creusot dont était sortie la cuve. Les premiers résultats sont édifiants : 400 des 10000 dossiers étudiés, portant sur des pièces produites entre 1965 et aujourd'hui, présentent des anomalies.

Dans le cas de la cuve, c'est la composition de l'acier qui est en cause : il n'est pas aussi résistant que le prévoyait le cahier des charges. Or, la cuve contient le cœur de la centrale, là où se produisent les réactions nucléaires. Quant aux autres pièces comportant des anomalies, elles sont disséminées dans des centrales déjà en activité alors qu'elles ne répondaient pas aux normes en vigueur. Elles ont pu être vendues sur la base de résultats de tests incomplets ou falsifiés.

Areva affirme que les procédures de contrôle dans l'usine du Creusot ont été revues et que ce genre

d'anomalies est désormais impossible. De son côté, la ministre de l'Environnement Ségolène Royal a déclaré que les anomalies étaient mineures et ne remettaient pas en cause la sécurité des pièces. Ces affirmations sont impossibles à vérifier. Il est sûr, en revanche, que l'ASN manque de moyens pour effectuer des contrôles indépendants. À l'occasion

de cette affaire, son directeur a d'ailleurs expliqué que l'agence a déjà du mal à contrôler les réacteurs en fonctionnement et qu'elle doit donc faire passer au second plan le contrôle des chantiers comme celui de Flamanville.

Entre Areva qui a vendu des pièces non conformes pendant des décennies et l'État qui consacre un budget insuffisant au contrôle, la sûreté nucléaire n'est une priorité... que dans les discours.

Claire Dunois



## Caisses d'allocations familiales : usagers à la porte, employés saturés

Les Caisses d'allocations familiales d'Haguenau et de Sélestat, dans le Bas-Rhin, ont décidé de fermer leurs locaux pour deux mois.

C'est la surcharge de travail entraînée par le traitement des dossiers de prime d'activité qui a amené les responsables de la CAF à cette décision. Cette prime entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi, et le Bas-Rhin doit en traiter 30000 dossiers.

Tous ceux qui ont besoin de rencontrer un conseiller

trouvent ainsi porte close. Ils sont renvoyés sur Internet, ou à une permanence téléphonique saturée. En désespoir de cause, ils doivent se rendre dans une autre agence du département, Strasbourg par exemple.

Cela peut sembler fou, mais les agents de la CAF n'ont le choix qu'entre deux solutions également mauvaises pour les usagers :

soit ne plus assurer l'accueil pour traiter uniquement les dossiers, soit renseigner tous ceux qui ont besoin d'une aide, mais en rallongeant le délai au bout duquel le dossier des allocataires aura pu être constitué. Dans le Bas-Rhin, ce délai était en passe d'atteindre les six semaines!

Le cas de ce département est loin d'être unique, car le manque de personnel frappe toutes les régions. Dans le Finistère, toutes les CAF sauf celles de Brest, Quimper et Morlaix avaient

ainsi fermé pendant les vacances scolaires du 8 au 19 février. Comme dans le Bas-Rhin, il s'agissait de « concentrer les efforts sur le traitement des dossiers ». Cette pratique est d'ailleurs bien antérieure à l'instauration de la prime d'activité. Depuis des années, des CAF doivent réduire leurs horaires d'accueil ou fermer momentanément pour résorber le courrier ou les dossiers en retard.

Cette situation, dramatique pour les allocataires comme pour les salariés

de la CAF, est la conséquence de la politique gouvernementale d'économies dans les services publics. Y mettre un terme nécessiterait de cesser de jongler entre des solutions également mauvaises et d'embaucher massivement. Après tout, à la CAF, il y a d'un côté du guichet des salariés qui voudraient avoir des collègues supplémentaires et de l'autre des bénéficiaires du RSA qui cherchent un travail. Cela devrait pouvoir s'arranger!

Daniel Mescla

## Centres des impôts : le contribuable n'y est pas le bienvenu

La direction générale des finances publiques (DGFiP) a annoncé début mai aux syndicats de l'administration fiscale que, d'ici la fin de l'année, sous prétexte d'organiser un accueil personnalisé, le contribuable désirant de l'aide ne pourra plus se rendre directement à son centre des impôts

En fait le ministère des Finances a réduit le

nombre des agents de la DGFiP de plus de 4000 en trois ans, et a fermé 544 trésoreries locales depuis 2009. À présent, il veut tout simplement décourager les contribuables de venir dans ces trésoreries en les renvoyant sur internet pour toutes leurs démarches et questions. Ceux qui viendront tout de même à leur centre des impôts se

verront indiquer un ordinateur pour régler leur problème. En cas de nécessité, ils pourront obtenir un entretien, mais uniquement sur prise de rendez-vous préalable.

Évidemment, celles des seize millions de personnes passées à un guichet l'an dernier, et qui ont des difficultés avec Internet ou avec les subtilités des

formulaire de déclaration d'impôts, vont pâtir de cette nouvelle organisation.

Une expérimentation est en cours depuis 2014 dans l'Aube et le Val-de-Marne et, selon Bercy, les résultats sont excellents puisque l'accueil aux guichets y a baissé d'un tiers. Mais comme le dénonce un syndicaliste de l'administration fiscale, « l'accueil personnalisé, c'est

l'adaptation à l'absence de moyens ».

Les agents des impôts de Perpignan ne s'y trompent pas : ils étaient 200 en grève le 9 mai, en pleine période de déclaration des revenus, pour dénoncer cette évolution où les suppressions d'emplois publics se traduisent par moins de services à la population.

Lucien Détroit

# Salaires des patrons : avec ou sans loi, toujours à la hausse !

**Critiquant la décision du conseil d'administration de Renault de valider d'augmenter le salaire de Carlos Ghosn de 7 à 7,3 millions d'euros, sans tenir compte de l'opposition de l'assemblée générale des actionnaires, Macron a demandé au PDG de Renault de « prendre ses responsabilités pour que, sur sa rémunération de 2016, les conséquences soient tirées de ce vote (...) sans quoi nous serions conduits à légiférer. »**

Ce n'est pas la première fois que Macron agite cette menace, sans que cela soit suivi d'effet. En mars dernier, il avait condamné le doublement du salaire de Carlos Tavares, le patron

de Peugeot, passé de 2,75 à 5,24 millions d'euros. Et en septembre 2015, à propos du bonus de 13,7 millions d'euros de Michel Combes, patron d'Alcatel-Lucent, il dénonçait : « Ily a de l'indécence,

il se moque de nous. »

La seule mesure prise par le gouvernement avait concerné les dirigeants des entreprises publiques dont les rémunérations avaient été plafonnées en 2012 à 450 000 euros annuels, soit tout de même près de 25 années de smic ! Voilà ce que le gouvernement considère comme un salaire raisonnable... pour un patron. Mais il avait renoncé à encadrer les revenus des PDG des entreprises privées, sous prétexte que le Medef avait modifié son « code de bonne conduite »,

en prévoyant justement le vote des assemblées d'actionnaires sur la rémunération des patrons.

On vient de voir chez Renault que le conseil d'administration ne se sent pas obligé de respecter ce vote consultatif. D'ailleurs, les assemblées d'actionnaires se prononcent rarement contre les hauts salaires de leurs dirigeants, surtout si ceux-ci savent leur garantir les profits qu'ils attendent. Celle de Sanofi vient d'approuver le salaire d'Olivier Brandicourt, de 16,76 millions d'euros, soit 958 années de smic,

le patron le mieux payé du CAC 40 en 2015.

Autant dire que les menaces de Macron ne feront pas beaucoup trembler Ghosn, ni aucun des patrons des grandes entreprises dont les gros salaires sont la récompense des profits, encore plus considérables, qu'ils assurent à leurs actionnaires. Elles permettent seulement à leur auteur de se présenter à bon compte comme un partisan d'une moralisation du capitalisme.

Hélène Comte

## Saint-Denis : six mois après l'assaut, les victimes ne sont pas toutes relogées

Suite aux attentats du 13 novembre, la police avait donné l'assaut dans un immeuble rue du Corbillon, à Saint-Denis, le rendant inhabitable. Cet immeuble ancien, à la limite de l'insalubrité, était majoritairement occupé par des travailleurs immigrés, dont beaucoup en situation irrégulière.

Durant les échanges de tir, un Égyptien, qui occupait un appartement voisin de celui des terroristes, avait été gravement blessé au bras, et six mois plus tard, il est toujours dans l'incapacité physique de reprendre son ancien métier de peintre en bâtiment. D'abord placé en garde à vue, il avait finalement été innocenté mais restait sous la menace d'une expulsion.

Devant les protestations, il vient enfin de recevoir un titre de séjour d'une durée d'un an renouvelable.

Mais il fait partie des trente familles, sur les quarante-cinq qui habitaient l'immeuble, à n'avoir pas eu d'offre de logement pérenne. Elles continuent d'être hébergées à l'hôtel par l'intermédiaire du 115, le numéro de l'hébergement d'urgence.

Mercredi 4 mai, une cinquantaine de personnes ont occupé durant quelques heures la basilique de Saint-Denis pour réclamer, en tant que victimes d'actes terroristes, d'avoir accès à des logements sociaux. Ce serait la moindre des choses.

M.L.

## Paris 20e : école en danger



**Au 51 boulevard Davout à Paris, l'école maternelle et primaire est dans un tel état déplorable depuis des années que les parents d'élèves se sont mobilisés et l'ont occupée, les 2 et 3 mai.**

Ils dénoncent une situation inquiétante à cause de l'état des bâtiments

qui accueillent près de 200 élèves, de 4 à 11 ans, c'est-à-dire de la maternelle au CM2. Il y a quelques mois, une tuile de la façade est tombée, heureusement sans faire de victime. Un immense filet de protection a été installé, mais il n'y a pas eu la moindre réparation. C'est ce que la responsable de la vie scolaire à la Mairie appelle mettre en sécurité.

La toiture laisse passer l'eau et les moisissures se multiplient dans les plafonds des salles. Un faux plafond s'est même détaché et des fils électriques traînent au sol. Des souris se promènent tranquillement dans les dortoirs où les petits font la sieste. Il y a bien eu quelques interventions d'une société de

dératisation, mais c'est insuffisant et les souris continuent à danser; on a donc surélevé les lits!

Pour la Mairie, effectuer les réparations est compliqué et il faudrait donc attendre les vacances de l'été. Ces travaux dureront plusieurs mois, et devront même être étalés sur plusieurs années, au moins jusqu'en 2018.

Mais que les parents se rassurent: chacun de ces « incidents et désordres » comme les appelle la Mairie, est soigneusement consigné dans un cahier. En attendant, les mois passent et rien n'est fait, qu'il s'agisse de peinture, de nettoyer régulièrement les chéneaux pour éviter qu'ils se bouchent et provoquent des inondations ou encore de faire revenir l'eau chaude dont tout le monde est privé depuis des mois!

L'élue de l'arrondissement justifie cette situation en évoquant les plus de 650 écoles dont il faut s'occuper dans Paris. Les usagers de cette école devraient donc comprendre qu'ils ont tort d'être impatients et si exigeants et que ce n'est pas le diable de devoir attendre deux ou trois ans.

La maire de l'arrondissement a finalement fait un geste en annonçant sa venue en début de semaine. Mais la colère légitime des parents subsiste et ils exigent que soient prises des mesures efficaces et immédiates.

Correspondant LO

## Chèque énergie : la fin des tarifs sociaux de gaz et d'électricité

Le gouvernement vient de lancer l'expérimentation du « chèque énergie » dans quatre départements et compte le généraliser à la fin 2017.

Ce chèque, d'un montant moyen de 150 euros d'après la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, va remplacer les tarifs sociaux d'électricité et de gaz auxquels trois millions de foyers à faibles revenus avaient droit. Elle affirme qu'il bénéficiera à terme à un million de foyers supplémentaires. Mais il n'est pas certain qu'il compense dans tous les cas la hausse

du coût de l'énergie que vont subir ces ménages.

Ce chèque ne fera de toute façon que passer brièvement entre leurs mains avant d'atterrir sur les comptes d'EdF, d'Engie et des autres fournisseurs d'énergie, qui ont tous tendance à augmenter les prix. Il peut également être utilisé pour effectuer des travaux d'isolation ou de rénovation du chauffage. Mais dans ce cas son montant, au maximum de 227 euros, est tout simplement dérisoire.

Selon l'enquête Logement 2013 du

gouvernement, près de cinq millions de personnes ont eu froid à leur domicile, un chiffre en hausse de 25% depuis 2006. Et selon l'Observatoire national de la précarité énergétique, 11,5 millions de personnes avaient eu du mal à se chauffer ou à s'éclairer correctement en 2014.

La situation des ménages pauvres ne s'est certainement pas améliorée depuis. Il n'est pas sûr que le chèque énergie y change quoi que soit.

L.D.

## **SNCF : des grèves « carrées »... ou carrément la grève ?**

**À la SNCF, pendant que gouvernement et patronat planifient les attaques, les fédérations syndicales s'activent à désorganiser toute riposte d'ensemble.**

Côté patronal, il y a eu tout d'abord la publication d'un décret-socle ministériel, à la mi-février, remettant en cause la réglementation du travail dans la branche ferroviaire. Cela comprend, entre autres, la suppression de 10 à 21 jours de repos par an suivant les régimes de travail, la suppression des 52 repos doubles (deux jours consécutifs), l'allongement des amplitudes de travail. Il était évident pour les cheminots qu'une riposte devait suivre, d'autant que simultanément le projet de loi El Khomri promettait le démantèlement du Code du travail. Le succès de la première journée du 9 mars, quand plus de la moitié des cheminots étaient en grève, appelait donc une suite à la hauteur de l'enjeu.

Mais les directions syndicales ont tergiversé. Tandis que Sud-Rail appelait les cheminots à « contrôler les négociations », la CGT minimisait l'impact du décret-socle pour les cheminots et faisait mine de croire qu'elle allait obtenir, par la vertu de la négociation, une convention collective et un accord d'entreprise de « haut niveau ». Alors qu'elle avait le poids militant à la SNCF, dans un tel climat, pour organiser une grève reconductible, la CGT a au contraire appelé à des journées « carrées »,

c'est-à-dire non reconductibles, le 31 mars puis le 9 avril. Les cheminots étaient encore appelés le 26 avril à faire grève, l'avant-veille du 28 avril, journée interprofessionnelle. Enfin, la CGT appelait le 10 mai, sans avoir déposé de préavis de grève, à une manifestation nationale, deux jours avant une nouvelle journée contre la loi El Khomri, toujours sans précision sur la suite.

L'effet de ces journées est démoralisant et démobilisateur. Du coup, le patronat du ferroviaire, la direction SNCF et le gouvernement ont continué à dérouler leurs plans, avec une convention collective et un accord d'entreprise qui parachèvent l'attaque contre les droits des travailleurs des transports.

Pourtant, les cheminots ne se résignent pas et continuent à répondre, même en traînant des pieds, à ces journées saute-mouton. Beaucoup, y compris dans les rangs de la CGT, manifestent leur incompréhension, voire leur colère devant cette dilution de la réaction, au mépris de la combativité des grévistes.

Mais rien n'est joué et il dépend toujours de la volonté des cheminots de refuser ce que direction et gouvernement leur préparent.

**Christian Bernac**

## **NTN – Allonnes : une victoire des travailleurs**

**Les travailleurs de NTN à Allonnes près du Mans, qui s'étaient mis en grève pour des augmentations de salaire le lundi 25 avril, lors de la prise d'équipe de nuit, ont fini par obtenir en partie gain de cause dans la nuit du lundi au mardi 3 mai.**

Tandis que la direction n'avait annoncé, lors des négociations annuelles obligatoires, que 0,8% d'augmentation généralisée, ils ont finalement obtenu 1,6% sur les salaires et l'augmentation d'une allocation qui passe à 180 euros brut en juin, et une autre allocation de 80 euros brut en novembre.

En outre, il a été obtenu pour les intérimaires le passage au coefficient P1 au bout de six mois de présence dans l'usine, ce qui en concerne beaucoup puisque NTN compte à demeure

quelque 150 intérimaires, sur un total de 650 travailleurs embauchés.

La grève a eu un large soutien dans la population, qui s'est manifesté au travers des collectes. Et, bien que la grève se soit arrêtée le 3 mai, de nombreux grévistes ont tenu à débrayer à nouveau pour participer au rassemblement de soutien devant l'usine, qui avait été prévu la veille dans le cadre des rassemblements contre la loi travail. Là, un barbecue festif s'est tenu avec des travailleurs de Renault qui avaient débrayé

pour l'occasion.

Bien plus encore que financière, c'est surtout une victoire morale. Car cette grève a entraîné aussi une quarantaine d'intérimaires. Dans cette usine dure, où pressions et sanctions se succèdent, cette grève offensive sur les salaires a été celle de ceux qui relèvent la tête, la grève de la dignité.

Dans cette lutte, les travailleurs de NTN ont tissé de véritables liens de fraternité, non seulement entre ouvriers de chaque équipe, mais aussi et surtout entre embauchés et intérimaires. Cette solidarité, au-delà des divisions créées par les patrons, est certainement un gage pour l'avenir.

**Correspondant LO**

## **BHV-Paris : travail du dimanche imposé**

**Au BHV du Marais, dans le centre de Paris, la direction est parvenue à faire signer un accord sur le travail du dimanche. Ce sera le premier grand magasin parisien à ouvrir ce jour-là à compter du 1<sup>er</sup> juillet.**

Lors d'un référendum organisé en novembre 2015, les propositions de la direction sur le travail dominical avaient été rejetées par une majorité des salariés de l'entreprise. Revenant à la charge, la direction est parvenue à trouver deux syndicats, la CFE-CGC et SUD-BHV, pour signer un accord modifiant à peine son projet initial. La loi Macron autorisant les magasins situés en zone touristique internationale (ZTI) à ouvrir toute l'année et tous les jours, le nouvel accord prévoit que les quinze

premiers dimanches – au lieu de cinq dans le projet de novembre – soient payés avec une majoration à 100% et un repos compensateur. Mais, comme le souligne un syndicaliste, « ces contreparties vont peser sur la rentabilité de l'entreprise. À terme, la direction reviendra en arrière, soit en dénonçant l'accord dans un an, soit en faisant pression sur les syndicats "dans l'intérêt de l'emploi". L'ouverture du dimanche, elle, sera irréversible. »

En attendant, la direction du groupe Galeries

Lafayette, dont le BHV fait partie, entend bien se servir de cet accord dans les négociations en cours sur le travail dominical dans le reste du groupe. Il servira aussi à l'ensemble du patronat du secteur à appuyer sa campagne pour généraliser le travail du dimanche, avec des conditions certainement plus défavorables dans d'autres magasins.

Le gouvernement et le patronat expliquent que les référendums d'entreprise permettent aux salariés de décider de leur sort. On voit ce qu'il en est. Pour le patronat, le référendum est utile quand les travailleurs acceptent sa loi. Et quand ce n'est pas le cas, il s'assoit dessus.

**Jacques Le Gall**

## **La Rochelle : il y a 100 ans, la catastrophe de l'usine Vandier**

**Le 1<sup>er</sup> mai 1916, sur les remblais de La Repentie à La Pallice, le port industriel de La Rochelle, l'acide picrique de l'usine Vandier, un explosif destiné aux obus de l'armée, accomplissait plus tôt que prévu son œuvre de mort.**

177 personnes périrent dans l'explosion de l'usine, si violente qu'on l'entendit à 32 km de là, à Luçon, en Vendée. 138 personnes furent gravement blessées, sans compter les coupures entraînées par l'explosion des

vitres des maisons à La Rochelle, jusqu'aux vitraux de la cathédrale.

La censure instaurée pendant la Première Guerre mondiale interdit à l'époque la publication du rapport d'enquête sur l'explosion. On sait depuis

que l'usine, à la faveur de la guerre, avait pu produire en escamotant toute enquête de sécurité. On sait aussi qu'un incendie avait précédé l'explosion, pendant vingt minutes, mais que la direction n'avait pas évacué le personnel, arguant que les ingrédients des explosifs devaient brûler sans exploser.

Jacques Vandier, le patron de l'usine, qui avait commencé dans le

textile puis fait fortune grâce aux commandes de guerre, allait continuer une brillante carrière après l'explosion, devenant administrateur de la société Ferodo, équipementier automobile d'envergure mondiale aujourd'hui connu sous le nom de Valeo, qui utilisait l'amiante notamment pour la fabrication de freins.

Un siècle après, les ports de La Pallice et

Chef-de-Baie concentrent des sites classés Seveso seuil haut pour leur dangerosité : cuves d'hydrocarbures Picoty et SDLP, usine d'engrais Gratecap, usine Solvay ; sans compter les silos à grain de Soufflet et Sica et les entrepôts des cognacs Godet dans un quartier voisin. Les riverains sont à juste titre inquiets et mobilisés contre les dangers que leur font courir ces sites.

**Correspondant LO**

# Bosch-Rexroth – Vénissieux : quel avenir pour les travailleurs ?

**Les travailleurs de l'usine Rexroth de Vénissieux dans le Rhône, filiale de Bosch, sont en grève depuis le 26 avril pour protester contre les projets de la direction.**

D'après la direction du groupe Bosch, qui se porte très bien, sa filiale aurait des problèmes financiers. Elle veut donc imposer des économies à toutes les usines Rexroth dans le monde. À Vénissieux, où sont fabriqués des composants hydrauliques pour des engins de chantier, 19,5 millions d'euros d'économies sont demandés en trois ans, pour un chiffre d'affaires annuel de 80 millions.

Pour cela, il est prévu de délocaliser certaines productions en Turquie, ce qui pourrait entraîner 180 suppressions d'emplois sur les 360 actuels. En fait tout est flou, et ce sont les projets exacts de la direction que les grévistes voudraient d'abord connaître. Le préfet, qui avait organisé une table ronde le 21 avril, a interpellé la direction de Bosch France concernant le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) et le CIR (crédit d'impôt recherche) qu'elle perçoit, et il a alerté les ministères concernés. Mais, le gouvernement s'étant toujours refusé

à exiger une quelconque contrepartie au versement de ces subventions, pourquoi Bosch serait-il gêné de supprimer des emplois ? La démarche a toutes chances de rester purement symbolique.

Au bout de deux jours de grève totale, les grévistes ont décidé de la transformer en grève tournante de deux heures par jour et par salarié, et quelques jours plus tard d'une heure par jour. Les ouvriers ont été rejoints dans la grève par les employés et les cadres.

Les grévistes assurent, à tour de rôle, le piquet de grève au portail. Les camions entrent, mais rien ne sort de l'usine. La direction a répliqué en envoyant l'huissier et en bloquant les ordinateurs du service logistique, qui ne peut donc plus travailler.

Les salariés ont l'impression que Bosch veut fermer le site en s'attaquant aux différents secteurs les uns après les autres. En effet sur le même site, en 2012, Bosch avait remplacé une partie de sa fabrication de pompes à injection diesel par la fabrication de panneaux solaires, qu'elle a ensuite vendue en 2014 à une petite entreprise, Sillia,

aujourd'hui en grande difficulté, les panneaux solaires ne se vendant pas. Le reste des salariés de Bosch ont continué les fabrications diesel, qui doivent s'arrêter en 2017, et que Bosch n'envisage pas de remplacer,

leur proposant une mutation... à Rodez, dans l'Aveyron. Sur l'ensemble du site, 860 salariés craignent de perdre leur emploi. Aussi, mardi 10 mai, la grève continuait.

**Correspondant LO**



## Hôpital Saint-Antoine – Paris : refus des pertes de RTT

Mardi 3 mai, 70 personnes ont envahi la réunion du comité d'hygiène, de sécurité et conditions de travail (CHSCT) de l'hôpital Saint-Antoine à Paris, pour montrer que l'opposition à la réorganisation du temps de travail imposée à l'ensemble des hôpitaux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) était toujours vivace.

Des milliers de

travailleurs hospitaliers s'étaient mobilisés à de nombreuses reprises, il y a un an, quand Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP, avait annoncé ce projet. Ils avaient manifesté leur refus de voir des RTT supprimées. La mobilisation avait imposé un petit recul : au lieu des cinq jours de RTT visés, seuls deux sont remis en cause pour l'ensemble du personnel,

et le temps de repas comptera toujours dans le temps de travail. Mais au bout du compte, avec l'accord de la CFDT, Hirsch a fait passer l'essentiel de son projet, et celui-ci est maintenant présenté dans toutes les instances locales des différents hôpitaux de l'AP-HP.

À Saint-Antoine, une partie du personnel a tenu à envahir le CHSCT, avec les syndicats CGT, FO et SUD,

en criant des slogans tels que : « L'hôpital c'est nous, et sans nous pas d'hôpital », pour exprimer son désaccord sur la réorganisation du temps de travail. Ceux qui se sont exprimés face à la direction locale sont loin d'être abattus par le passage en force du projet Hirsch et sont toujours décidés à s'opposer à sa mise en œuvre.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

### Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Pour les malvoyants

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Grèce : une austérité sans fin

Le 9 mai, les députés de Syriza et ceux des Grecs indépendants (ANEL), associés au gouvernement d'Alexis Tsipras, ont voté les dernières mesures d'austérité exigées par l'Union européenne et le FMI.

Cela fait six ans que le même scénario se répète, à quelques variantes près. Les créanciers sont les mêmes : le Fonds monétaire international et les institutions européennes – la Banque centrale européenne (BCE), le Mécanisme européen de stabilité et l'Union européenne. Il s'agit pour eux d'obliger le gouvernement grec à faire payer sa population, en théorie pour rembourser sa dette. La population paie... et la dette s'accroît.

Les dernières mesures réforment, en pire le système fiscal et celui des retraites. Mais les créanciers, le FMI en particulier, viennent de découvrir que

cela ne suffit pas. Pour 2018, le gouvernement grec est mis en demeure de réaliser un excédent budgétaire de 3,5 %. En réalité, cet objectif est impossible à atteindre et les créanciers le savent. Ils s'apprentent pourtant à réclamer l'ajout de mesures préventives, non prévues dans l'accord d'août 2015, à appliquer automatiquement au cas où le gouvernement ne réaliserait pas les économies exigées.

Les créanciers pourraient ensuite envisager de discuter de l'allègement de la dette, dans un avenir indéterminé. Et surtout ils pourraient finaliser, mais sans doute pas avant le 24 mai, le versement d'une

nouvelle tranche du prêt promise depuis longtemps. Elle devrait servir en particulier à rembourser en juillet 2,3 milliards d'euros à la BCE et 400 millions au FMI.

De délai en délai, de réunion en réunion, non seulement les États européens et le FMI remettent sans cesse la finalisation de ce plan de 2015, mais ils sont tous d'accord pour envisager ce qui ressemble... à un quatrième plan. Les créanciers n'ont rien d'autre à imposer que ces exigences, plus politiques encore qu'économiques : c'est une extorsion de fonds sans fin, une leçon pour tous les peuples qui voudraient échapper à la dictature des banques.

Lors du vote du nouveau plan d'austérité par le Parlement, les syndicats ont appelé à deux jours de grève générale et à des manifestations dans de nombreuses



Le syndicat des marins en marche contre l'austérité.

ville. Même si les cortèges ont été moins fournis qu'au début février, la grève a été bien suivie, surtout dans le secteur public. Les transports en commun, métro, tram, train, ont été paralysés. Les marins ont appelé à quatre jours de grève, bloquant la liaison avec les îles.

Malgré la situation matérielle de plus en plus

difficile et la démoralisation qu'elle entraîne, malgré un gouvernement qui cède à toutes les exigences des créanciers tout en prétendant que « des jours meilleurs arrivent », une partie des travailleurs continuent à se mobiliser. C'est dans cette voie que se trouve la seule réponse possible.

Sylvie Maréchal

## Des mesures extrêmement dures

Du fait des nouvelles mesures votées, le seuil d'imposition sur le revenu en Grèce est passé de 9 500 euros annuels à 8 600 : avec à peine plus de 700 euros par mois, le salarié grec devient imposable. À cela s'ajoutent le réajustement de la taxe foncière et surtout la hausse des impôts indirects, qui grèvent lourdement le budget des plus pauvres. Le taux courant de TVA va passer de 23 % à 24 %. Les prix de produits comme le café, le riz, le chocolat, les pâtes, les jus de fruit vont augmenter. Les hausses toucheront également les carburants,

le fuel de chauffage, le gaz naturel, l'eau, l'électricité. Les tickets de bus, les billets d'avion et de bateau seront plus chers, ainsi que le tabac. Sans compter la création de nouvelles taxes sur la cigarette électronique, les jeux de hasard, Internet, etc.

Quant aux pensions de retraite, qui ont déjà subi une dizaine de coupes depuis 2010 et dont certaines ont baissé parfois de 50 %, elles sont l'objet d'une réforme draconienne. La retraite nationale, de base, devrait se monter à 384 euros par mois, à condition

d'avoir à son actif au moins vingt ans de travail, et d'avoir atteint 67 ans. Il s'y ajoutera une pension principale calculée sur le montant des cotisations. Encore faudra-t-il prouver qu'on a bien effectué ces années de travail et qu'on a cotisé, des conditions difficiles à remplir pour les saisonniers, les ouvriers du bâtiment, les travailleurs les plus précaires et souvent non déclarés. La pension moyenne, estimée aujourd'hui à 750 euros brut selon les chiffres officiels, devrait baisser de 15 %.

S.M.

## Aide-escroquerie

Un quotidien économique allemand a publié les résultats déjà connus d'une étude de 2014 attestant que la quasi-totalité de l'aide supposée à la Grèce est revenue dans les coffres de ses créanciers.

En effet 95 % des 220 milliards d'euros versés pour « sauver » la Grèce ont servi à payer les intérêts de la dette, à recapitaliser les banques grecques à hauteur de 37 milliards d'euros, à renflouer les banques allemandes et françaises en priorité. Le budget du pays n'en a gardé que 5 %.

Les Grecs, accusés de vivre aux crochets des contribuables des pays

européens, ont payé tout cela de 25 % de chômeurs (50 % pour les jeunes), de la réduction catastrophique des salaires et des pensions de retraite, d'une misère grandissante poussant une partie de la population vers les soupes populaires et de la destruction des systèmes publics de santé et d'éducation. Les contribuables des autres pays, à qui on désignait les Grecs comme boucs émissaires, ont eux aussi payé pour leurs banques.

En 2014, il était déjà attesté que le prétendu sauvetage de la Grèce n'était qu'une monumentale escroquerie. Cela continue.

S.M.

## Canada : incendies en pleine jungle pétrolière

De gigantesques feux ravagent la province de l'Alberta, dans une région située au cœur de l'industrie pétrolière canadienne, la plus grande zone de production mondiale de sables bitumineux. S'il n'y a eu aucun mort recensé jusqu'à présent, ce n'est sûrement pas à cause du souci que les compagnies pétrolières portent à leurs employés.

Les 80 000 résidents de Fort McMurray ont été évacués, ainsi que certains sites pétroliers ; mais pas tous. Ainsi, Radio-Canada a relayé les déclarations de travailleurs de la compagnie pétrolière Canadian Natural Resources Limited, localisée au nord de Fort McMurray, qui disaient

être retenus à leur poste malgré l'incendie. L'un d'eux a témoigné à la radio : « *Ce matin, quand on s'est levé, on avait de la misère à voir à 75-100 pieds en avant (25-30 mètres). Le site est paralysé, on est quelque 1 000 travailleurs.* » Il a ajouté que ceux-ci commençaient à avoir mal aux yeux et à vomir.

L'épouse d'un autre employé du même site, jointe par la même radio, a confirmé la situation. « *Ce matin, la situation est critique ! (...) Ils leur demandent de continuer à travailler dans une situation extrême* », a-t-elle dit. Plus tard, elle a expliqué que son époux avait pu quitter le site, mais en donnant sa démission avant.

La compagnie, elle, justifiait son refus d'évacuer en prétextant l'absence d'avis d'évacuation obligatoire.

Fort McMurray est surnommée « For Make Money » (« pour se faire de l'argent »). Car dans cette région, où les compagnies pétrolières emploient directement ou indirectement une personne sur dix, il n'est pas rare de travailler dix heures par jour, sept jours sur sept. Le pétrole et surtout l'exploitation intensive des salariés sont la source des profits faramineux tirés de cette région. Dans ce Far West, le capitalisme est au moins aussi dangereux que les flammes.

Pierre Royan

## 28 mai, au mur des Fédérés



Comme chaque année, l'association des Ami(e)s de la Commune de Paris 1871, que l'on pourra rencontrer notamment au stand dont elle dispose à la Fête de Lutte ouvrière, appelle à se rassembler le 28 mai au mur des

Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, là où de nombreux combattants de la Commune de Paris, qui voulaient changer le monde en faveur des classes populaires, furent fusillés par la soldatesque d'Adolphe Thiers.

Lutte ouvrière appelle ses amis et sympathisants à participer à ce rassemblement :

**Samedi 28 mai à 14 h 30, à l'entrée du Père-Lachaise, rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup>, métro Gambetta.**